



Numéro 24 – Mars 2009

# RESSOURCES MARINES ET TRADITIONS

## bulletin d'information



### Sommaire

Exploration préliminaire des rapports existant en Mélanésie entre gestion halieutique, sécurité alimentaire et Objectifs de développement pour le millénaire

*Simon Foale* p. 3

Pêche côtière et développement humain à Vanuatu et dans d'autres régions de Mélanésie

*Francis R. Hickey* p. 9

Le rôle du capital social dans un régime de propriété collective des ressources dans les zones côtières. Exemple de la gestion communautaire des ressources côtières aux Îles Fidji

*Yae Sano* p. 19

### Éditeur

Kenneth Ruddle  
Asahigaoka-cho 7-22-511  
Ashiya-shi  
Hyogo-ken  
Japon 659-0012  
Courriel: mb5k-rddl@asahi-net.or.jp

### Production

Section Information  
Division Ressources marines  
CPS, BP D5, 98848 Nouméa Cedex  
Nouvelle-Calédonie  
Fax: +687 263818  
Courriel: cfpinfo@spc.int  
www.spc.int/coastfish

Produit avec le soutien financier  
de l'Australie, la France et  
la Nouvelle-Zélande

### Éditorial

Dans ce numéro, nous vous présentons trois articles. Dans le premier, « Exploration préliminaire des rapports existant en Mélanésie entre gestion halieutique, sécurité alimentaire et Objectifs de développement pour le millénaire », Simon Foale se sert d'indicateurs du développement humain (IDH) pour imaginer des scénarios susceptibles de rendre compte des rapports existant entre sécurité alimentaire, pêche de ressources commerciales et développement humain en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Îles Salomon et à Vanuatu. L'essor démographique galopant menace de remettre en question la stabilité actuelle de ces pays. S'appuyant sur l'hypothèse que l'éducation des femmes est la meilleure façon de ralentir la croissance de la population humaine, l'auteur conclut que cette région du monde devrait investir en priorité dans l'éducation.

Dans l'article intitulé « La pêche côtière et le développement à Vanuatu et dans d'autres régions de Mélanésie », Francis R. Hickey examine la façon dont la pêche pourrait contribuer à la promotion du développement humain et étudie la nécessité de prendre d'autres mesures à cet effet. Au vu des conditions régnant à Vanuatu et dans les pays mélanésiens voisins, on peut établir des scénarios originaux permettant d'explorer des mesures différentes en faveur du développement humain, que ne reflètent pas bien des indicateurs classiques tels que le PIB, les IDH ou les ODM. Ces idées sont brièvement explorées du point de vue des objectifs de développement humain que sont l'atténuation de la pauvreté, l'amélioration de l'éducation et la promotion de l'égalité hommes-femmes. Le but de l'auteur est d'attirer l'attention des parties prenantes de la région sur l'intérêt de la pêche côtière pour le développement humain, et sur les modèles et mesures d'un autre genre reflétant mieux les particularités océanienne. Hickey plaide en faveur d'une meilleure reconnaissance de la valeur de la pêche côtière et préconise d'en faire un indicateur important des objectifs de développement humain : réduction de la pauvreté, éducation et égalité hommes-femmes.

Dans le troisième article, Yae Sano examine « Le rôle du capital social dans un régime de propriété collective des ressources dans les zones côtières : un exemple de gestion communautaire des ressources côtières aux Îles Fidji ». Elle analyse les fonctions de cohésion et de liaison du capital social en matière de gestion communautaire des ressources côtières. Les liens solides qui unissent les habitants des villages contribuent à la diffusion d'informations et de savoirs au sein de la communauté, et une structure villageoise fondée sur les liens de parenté contribue à renforcer le sentiment puissant de responsabilité de ces habitants nommés gardiens des poissons, chargés de surveiller les ressources marines. Sano étudie les relations de coopération entre ONG et villageois et l'adéquation des institutions aux conditions locales.

Des versions antérieures des articles de Foale et de Hickey ont été présentées oralement lors du cinquième Congrès mondial de la pêche, tenu les 20-24 octobre 2008 à Yokohama. Dans son exposé prononcé à cette occasion, Simon Foale nous

a donné un excellent aperçu de la Fondation « Gapminder ». Je n'en avais jamais entendu parler, ce qui n'est guère surprenant, car il doit y avoir une foule de choses intéressantes dont je n'ai pas entendu parler dans le monde très mouvant de l'informatique. J'ai donc été voir le site, l'ai trouvé fascinant — voire addictif — et j'ai pensé qu'il pourrait intéresser des lecteurs qui ne le connaissent pas. Vous pouvez vous rendre immédiatement, sans lire la suite du bulletin, à l'adresse <http://gapminder.org>.

En bref, « Gapminder » a été créé en 2005 par une organisation sans but lucratif, implantée à Stockholm, afin de promouvoir le développement durable de la planète et d'atteindre les Objectifs de développement pour le millénaire fixés par les Nations Unies. À cet effet, l'organisation préconise un meilleur usage et une meilleure connaissance de la statistique et d'autres informations relatives au développement social, économique et environnemental. Elle a mis au point le logiciel « Trendalyzer » qui convertit des nombres en graphiques animés et interactifs. Disponible sous le nom de « Gapminder World », Trendalyzer est un service adossé au Web qui affiche des séries chronologiques de statistiques du développement pour tous les pays. Google a acheté Trendalyzer en 2006 et, depuis, la Fondation Gapminder s'en sert pour produire des vidéos gratuites (« GapCast ») et assurer un service Web, montrant, à l'aide de courbes statistiques animées, les grandes tendances du développement dans le monde. Un « GapCast » convertit des séries chronologiques en graphiques animés permettant de raconter les évolutions comme de simples histoires.

Il s'agit essentiellement d'un outil statistique interactif qui permet, d'une façon remarquablement stimulante et imaginative, de visualiser des données. La dynamique est superbe ; on peut avancer ou reculer dans le temps et observer l'évolution de n'importe quel rapport.

Il vaut assurément la peine de jouer avec cet outil ; en quelques minutes seulement, on est prêt à s'embarquer dans un formidable voyage. Je me suis initié moi-même rapidement en commençant par dresser la carte des indicateurs du développement (sélectionner « Map » et chercher les grandes tendances en sélectionnant différents indicateurs de développement nationaux). Ensuite, j'ai cliqué sur « Chart » et comparé différents indicateurs pour avoir différentes corrélations. À partir de là, l'étape suivante, intéressante, consiste à analyser les tendances. Enfin, j'ai suivi les pays sélectionnés en les choisissant, en cliquant sur « Trails » et regardé l'animation. Il est très intéressant, en outre, de regarder la vidéo de l'exposé de Hans Rosling sur le traitement électronique des données à l'aide de ces outils.

La prudence s'impose toutefois : ce sont là des outils qui agissent comme une drogue, et potentiellement fallacieux. C'est une façon de visualiser des corrélations, mais qui ne donne pas nécessairement d'explication quant aux relations de causalité.

Google (qui a acheté le logiciel source de Gapminder) présente aussi l'outil sous forme de « gadget », par l'intermédiaire de Google Spreadsheet.

Autre démarche intéressante, « ManyEyes », créé par IBM Alphaworks, permet de visualiser vos propres ensembles de données. Rendez-vous sur le site : <http://services.alphaworks.ibm.com/manyeyes/app> ou <http://manyeyes.alphaworks.ibm.com/manyeyes/page/About.html>.

## **Kenneth Ruddle**

Le SIRMIP est un projet entrepris conjointement par 5 organisations internationales qui s'occupent de la mise en valeur des ressources halieutiques et marines en Océanie. Sa mise en oeuvre est assurée par le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS), l'Agence des pêches du Forum du Pacifique Sud (FFA), l'Université du Pacifique Sud, la Commission océanienne de recherches géo-scientifiques appliquées (SOPAC) et le Programme régional océanien de l'environnement (PROE). Ce bulletin est produit par la CPS dans le cadre de ses engagements envers le SIRMIP. Ce projet vise



*Système d'information sur les ressources marines  
des îles du Pacifique*

à mettre l'information sur les ressources marines à la portée des utilisateurs de la région, afin d'aider à rationaliser la mise en valeur et la gestion. Parmi les activités entreprises dans le cadre du SIRMIP, citons la collecte, le catalogage et l'archivage des documents techniques, spécialement des documents à usage interne non publiés ; l'évaluation, la remise en forme et la diffusion d'information, la réalisation de recherches documentaires, un service de questions-réponses et de soutien bibliographique, et l'aide à l'élaboration de fonds documentaires et de bases de données sur les ressources marines nationales.

## Exploration préliminaire des rapports existant en Mélanésie entre gestion halieutique, sécurité alimentaire et Objectifs de développement pour le millénaire

Simon Foale<sup>1</sup>

### Résumé

Dans cet article, je me sers des indicateurs du développement humain (IDH) comme d'une loupe pour imaginer des scénarios susceptibles de rendre compte des rapports existant entre la sécurité alimentaire, la pêche de ressources d'intérêt commercial et le développement humain en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Îles Salomon et à Vanuatu. Bien que, du fait de la faible densité de population humaine observée actuellement dans ces pays, la sécurité alimentaire soit en grande partie assurée, notamment par la pêche vivrière, l'essor démographique galopant va probablement remettre cette situation en question dans les trente années à venir. D'après les nombreuses recherches effectuées, l'éducation des femmes est la meilleure façon de ralentir la croissance démographique. Or, en Mélanésie, le niveau d'éducation, surtout celui des femmes, est très faible par rapport au reste du monde. J'examine le rôle potentiel et actuel que peuvent jouer la pêche à vocation commerciale et d'autres secteurs de production primaire en Mélanésie dans l'éducation, et conclus que les familles individuelles mais aussi l'État, pourraient s'investir beaucoup plus dans le secteur de l'éducation dans cette région.

### Introduction

En Mélanésie, la pêche côtière d'espèces d'intérêt commercial semble traverser une crise. Un certain nombre de pêcheries potentiellement lucratives, destinées à l'exportation, en particulier celle d'holothuries, ont été récemment fermées par les autorités de Vanuatu et des Îles Salomon. La Papouasie-Nouvelle-Guinée va probablement suivre leur exemple l'année prochaine. La surpêche est très répandue. Il est probable que les stocks se soient épuisés et que le recrutement ait échoué dans de vastes aires d'habitat, dans toute la région, pour certaines des espèces les plus gravement menacées, par exemple l'holothurie de sable *Holothuria scabra*, le burgau *Turbo marmoratus* et le bénitier *Tridacna gigas*. Les pêcheries de troca semblent demeurer productives, mais à des niveaux très faibles par rapport à des pêcheries bien gérées de Polynésie et de Micronésie (Foale 2005; Foale et Day 1997; Ramohia 2006; Amos 2007; National Fisheries Authority [Papouasie-Nouvelle-Guinée] 2005b, 2007).

En revanche, la pêche vivrière, en particulier celle de poissons de récifs coralliens, semble en moyenne en bien meilleure forme, ce qui s'explique sans doute essentiellement par le fait que les marchés de ces espèces sont généralement limités à des grands centres régionaux. De fait, autour de nombre de ces centres régionaux, la surpêche des poissons tend à se généraliser aussi (Cinner et McClanahan 2006; National Fisheries Authority [Papouasie-Nouvelle-Guinée] 2005a; Sabetian et Foale 2006). Une autre explication à la bonne santé des populations de poissons de récifs coralliens en Mélanésie tient au fait que la pression de la pêche vivrière est limitée par le nombre

relativement faible d'habitants de ces pays. Les États-nations de Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Îles Salomon et de Vanuatu ont en commun une densité de population humaine exceptionnellement faible (respectivement 14, 18 et 19 habitants au kilomètre carré). Cette faible pression de la pêche vivrière qui s'exerce sur les ressources, tant marines que terrestres, explique que la plupart des habitants jouissent d'un niveau relativement élevé de sécurité alimentaire. La menace d'une « surpêche malthusienne » (Pauly 1994; Pauly et al. 2002) est moins présente dans cette région du monde que dans de nombreuses régions d'Asie du Sud-Est, où la densité de population atteint jusqu'à un ordre de grandeur de plus (280 habitants km<sup>2</sup> aux Philippines, et 117 en Indonésie). Il existe toutefois quelques endroits à forte densité de population en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Îles Salomon, où l'on a observé des menaces à la sécurité alimentaire. Dans certains cas, de fortes densités de population humaine sont entretenues par toute une gamme d'activités économiques, notamment le commerce traditionnel et la pêche d'espèces commercialisables (Foale 2005).

### Les revenus tirés de la pêche peuvent-ils contribuer au développement humain ?

Étant donné qu'une large proportion des recettes tirées de la pêche d'espèces commerciales viendraient s'ajouter aux besoins vivriers de la plupart des habitants de Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Îles Salomon et de Vanuatu, dans quelle mesure les revenus tirés de la pêche commerciale contribuent-ils — actuellement, dans le passé et à l'avenir — aux Objectifs de développement pour le millénaire (<http://www.undp.org/mdg/>; tableau 1) ?

<sup>1</sup> Australian Research Council Centre of Excellence for Coral Reef Studies, James Cook University, Townsville, Queensland 4811, Australie. Tél. + 61 7 4781 6785 ; télécopieur : + 61 7 4781 6722 ; courriel : Simon.foale@jcu.edu.au ou <http://www.coralcoe.org.au/research/simonfoale.html>

Pour les besoins du présent article, je regroupe les ODM 2 à 6 dans la catégorie « santé et éducation », et traiterai surtout de celles-ci, ainsi que de l'ODM 7 (assurer un environnement durable). Il importe aussi d'observer que les ODM, en particulier 2 à 6, sont essentiellement des cibles spécifiques pour divers indicateurs du développement humain (IDH), fixés chaque année par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans son rapport annuel, et présentés intégralement sur son site Web, sous différents formats (<http://hdr.undp.org/fr/statistics/data/>). On peut aussi consulter des synthèses de données des IDH sur le site Web de Gapminder ([www.gapminder.org](http://www.gapminder.org)), où les relations entre de nombreux indicateurs peuvent être représentées sous forme graphique, sur une plate-forme aisément accessible et très instructive. Les fortes corrélations entre revenu par habitant et espérance de vie, mortalité infantile, fertilité et alphabétisation montrent très clairement que l'argent est source de développement humain. Mais le degré auquel les revenus monétaires se traduisent par de meilleurs IDH dépend, dans une large mesure, d'une gouvernance efficace et éclairée, à tous les échelons. Les autres facteurs importants qui influent sur le développement humain sont la cohésion sociale (dans le sens positif) (Kawachi et al. 1997; Putnam 1995) et l'inégalité économique (dans le sens négatif) (Marmot 2004; Wilkinson 2005).

Dans le contexte de la pêche en Mélanésie, deux grands obstacles surgissent immédiatement :

- 1) D'après les données disponibles (voir plus loin), une grande proportion des recettes tirées de l'exportation de produits primaires (y compris d'espèces halieutiques d'intérêt commercial) est consommée au lieu d'être investie dans l'éducation, la santé ou d'autres ODM (réponse économique apparentée au « syndrome hollandais » ou à la « malédiction des ressources naturelles » [Auty 1993; Foale 2008]) ; et
- 2) Bien que la densité de population humaine ne soit pas élevée pour l'instant, elle est en rapide progression (1,9 %, 2,4 % et 2,6 % respectivement pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon et Vanuatu), et cet essor rapide va menacer de plus en plus la viabilité de la pêche de subsistance et la sécurité alimentaire en général au cours des trente prochaines années (Bell et al., sous presse). Le tableau 2 reproduit quelques-uns des IDH en vigueur pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon et Vanuatu, par comparaison à ceux des Philippines et d'Indonésie.

### Éduquer les femmes pour garantir la sécurité alimentaire

Le taux élevé de croissance démographique est, en soi, une indice des progrès remarquables accomplis en matière de santé (et d'autres indicateurs du développement humain) au cours des cinquante et quelques dernières

**Tableau 1.** Objectifs de développement pour le millénaire (ODM)

ODM 1	Réduire l'extrême pauvreté et la faim
ODM 2	Assurer l'éducation primaire pour tous
ODM 3	Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
ODM 4	Réduire la mortalité infantile
ODM 5	Améliorer la santé maternelle
ODM 6	Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies
ODM 7	Assurer un environnement durable
ODM 8	Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

années, qui ont inversé la tendance à la dépopulation catastrophique, survenue dans la région à la suite du contact avec les baleiniers et commerçants européens (Rivers 1922). Néanmoins, les services sanitaires et éducatifs sont très médiocres dans notre région, par rapport au reste du monde. Un quart de siècle de recherche a montré que l'éducation des femmes est le moyen le plus efficace de réduire la fertilité des femmes et, par voie de conséquence, de ralentir la croissance de la population humaine (Jejeebhoy 1995; Sen 1994, Basu 2002). L'État, comme les familles individuelles, investissent dans l'éducation des femmes. L'État fournit des établissements scolaires, des professeurs et des programmes d'enseignements, tandis que les familles ont généralement à acquitter des droits d'inscription pour envoyer leurs enfants à l'école<sup>2</sup>. Or, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Îles Salomon et à Vanuatu, les dysfonctionnements des pouvoirs publics empêchent l'État de jouer son rôle, tandis que diverses barrières culturelles empêchent apparemment les familles de jouer leur rôle dans le système éducatif national.

L'une des principales difficultés tient au fait que la pêche artisanale est surtout pratiquée par des hommes qui, selon un grand nombre d'observations, sont généralement moins enclins que les femmes à dépenser pour la santé et l'éducation de leurs enfants (Gibson 2000; Macintyre 2008a; McMurray et al. 2008). De plus en plus d'analyses anthropologiques montrent en outre l'importance de la consommation ostensible d'alcool qui, en Mélanésie, passe pour une preuve de masculinité moderne et compétitive (Bainton 2008; Macintyre 2008b) — consommation qui a souvent la priorité sur les droits d'inscription scolaire et les dépenses médicales. Or, malgré l'irréfutabilité de ces arguments et ensembles de données, il reste difficile d'obtenir des chiffres fiables la structure des dépenses des pêcheurs de la région. Les rapports établis dans le cadre du projet de gestion et développement de la pêche côtière du Service national des pêches de Papouasie-Nouvelle-Guinée contiennent des données, parmi les meilleures disponibles, sur les dépenses des personnes ayant fait l'objet d'une enquête socioéconomique dans des communautés de pêcheurs (National Fisheries Authority [PNG] 2005a). Le tableau 3 ci-dessous résume les données relatives aux dépenses des ménages recueillies lors de l'enquête menée dans le nord de la Nouvelle-Irlande.

<sup>2</sup> Il y a aussi des institutions privées, en particulier religieuses, qui assurent des services de santé et d'éducation dans la région.



**Tableau 2.** Indicateurs du développement humain\* pour quatre pays du Triangle de corail, 2007

	Papouasie- Nouvelle- Guinée	Îles Salomon	Vanuatu	Philippines	Indonésie
Densité de population (personnes km <sup>-2</sup> )	14	18	19	280	117
Taux de croissance démographique 2005–2015 (% an <sup>-1</sup> )	1,9	2,2	2,3	1,8	1,1
Revenus par habitant (dollars É.-U.)	1869	1538	3225	2907	4006
Espérance de vie à la naissance	57	63	69	71	70
Mortalité infantile (pour 1 000 naissances)	54	55	38	24	26
Fertilité (nombre total d'enfants par femme)	3,7	3,8	4,2	3,2	2,1
Alphabétisation des femmes (%) **	50,9	72	73	94	86
Achèvement du cycle primaire (filles) (%)**	50	59	91 <sup>#</sup>	100	100

\* <http://hdr.undp.org/en/statistics/>

\*\* données de 2005

# données de 2003

**Tableau 3.** Synthèse des dépenses moyennes des ménages, d'après un échantillon de 600 ménages. Enquête socioéconomique conduite en 2005 dans la province de Nouvelle-Irlande (Papouasie-Nouvelle-Guinée) par le service national des pêches

Poste des dépenses mensuelles	Proportion du revenu des ménages dépensée (%)
Carburant	23,3
Noix de bétel	18,4
Produits alimentaires	17,1
Alcool	10,1
École	9
Wantoks*	6
Ménage	4,5
Habillement	3,6
Transports publics	3,5
Religion	3,2
Médecine	1,2

\* « wantok » est plus ou moins synonyme de « parent ». C'est un terme généralement employé pour désigner la pratique courante en Mélanésie, qui consiste à demander de l'argent ou des biens à des parents dont on estime qu'ils sont en mesure de les partager. Ces demandes sont rarement déclinées.

Les conclusions générales suivantes ont été tirées de cette étude :

1. Les causes les plus souvent évoquées des problèmes sociaux qui se posent à l'échantillon sont l'alcool (27 % des problèmes) et la drogue (20 %).
2. Bien que les hommes et les femmes soient censés gérer les revenus du ménage sur un pied d'égalité, les dépenses en alcool sont exclusivement l'affaire des hommes.
3. L'échantillon est fortement intéressé par la question de savoir s'il est facile pour les enfants du village de

recevoir une éducation. Les principaux obstacles à l'éducation constatés sont : l'éloignement de l'établissement le plus proche, le coût élevé du transport et celui des droits d'inscription.

4. Le coût moyen de l'éducation des enfants dans cette région s'élève à 981 kinas (372 dollars É.-U.) par ménage et par an, tandis que le revenu mensuel moyen est estimé à 485-517 kinas (190-202 dollars É.-U.), selon le contexte dans lequel la question a été posée.
5. 50 % des ménages indiquent être en mesure d'assumer les frais d'éducation, tandis que 17 % disent ne pas le pouvoir (autres réponses : « pas de réponse », « parfois », « ne sait pas »).
6. La pêche génère près de 13,6 % des revenus mensuels en moyenne pour les ménages enquêtés, pourcentage bien inférieur à la part du travail salarié et agricole. La pêche et l'agriculture sont toutefois également mentionnées comme les deux sources les plus courantes de revenus, ce qui montre que les revenus tirés de la pêche sont plus largement distribués dans les communautés côtières que ceux d'autres sources (à part l'agriculture).

Dans l'ensemble, les données recueillies dans le cadre de l'enquête du Service national des pêches montrent qu'une plus grande proportion des revenus du ménage pourrait potentiellement être consacrée à l'éducation (et de la santé) que ce n'est le cas actuellement, et qu'une réaffectation des dépenses en ce sens demanderait un plus grand changement de comportement de la part des hommes que des femmes. Or, il est tout aussi clair qu'il n'est pas possible de dissocier ces problèmes du contexte plus large de l'évolution socioéconomique et des relations hommes-femmes en Mélanésie (Macintyre 2008a, 2008b; McMurray et al. 2008).

#### Importance économique de la pêche artisanale par rapport à d'autres secteurs

Comme nous l'avons vu au point 6 ci-dessus, l'une des caractéristiques de la pêche artisanale en Mélanésie est

qu'elle constitue un secteur économique accessible à une large proportion de la population. La plupart des habitants des Îles Salomon et de Vanuatu vivent sur la côte et, à quelques exceptions près (en particulier sur l'île d'Efate, à Vanuatu, où la majorité partie du littoral est maintenant aux mains d'étrangers), les droits traditionnels de propriété des ressources marines côtières, revendiqués par la plupart des habitants des zones côtières, sont reconnus par l'État. Sous réserve d'une saine gestion, le secteur est potentiellement une source de revenus stables pour de nombreux habitants des zones rurales. Malgré les aspects économiques relativement égalitaires de la pêche artisanale, sa contribution globale à l'économie de ces États-nations est curieusement faible. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, le secteur minier éclipsé tous les autres secteurs de production en termes de recettes à l'exportation. Aux Îles Salomon, la foresterie représente actuellement près de 70 % des exportations, la pêche thonière industrielle presque 30 %. Ces deux cas montrent l'importance de la contribution potentielle de l'État en faveur des ODM par rapport à celle des pêcheurs artisanaux. Le faible niveau de prestation de services en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Îles Salomon dénote la médiocrité de la gouvernance et l'échec de la tentative faite pour canaliser les recettes tirées d'exportations lucratives vers des services essentiels tels que la santé et l'éducation. Il existe toutefois des exceptions intéressantes. La province de Nouvelle-Irlande, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, exploite depuis onze ans une grande mine d'or dans l'archipel de Lihir et, cette année (2008), elle a enfin réussi à s'approprier une part suffisante de cette richesse pour réduire de 75 % les frais de scolarité de tous les élèves du cycle primaire de la province (Dr Nick Bainton, University of Queensland, comm. pers.).

## Conclusion

La relation existant entre le secteur de la pêche artisanale et les ODM s'inscrit actuellement dans une boucle de réaction complexe, où la densité de population humaine, la production halieutique (tributaire de l'efficacité de la gestion des ressources) et les habitudes de dépenses influent sur la capacité de la pêche de contribuer à la santé et à l'éducation. L'éducation influe à son tour sur les taux de croissance démographique car elle affecte l'autonomie des femmes, laquelle détermine à son tour les pressions qui s'exerceront à l'avenir sur la pêche artisanale et la pêche vivrière. Des mesures de gestion, prises à l'échelon de l'État et des communautés, pourraient améliorer la productivité de la pêche artisanale, mais les progrès globaux engendrés en direction des ODM doivent être dissociés des contributions que font (ou ne font pas) les autres secteurs (y compris l'agriculture, les mines, l'exploitation du bois d'œuvre et la pêche thonière) au regard des ODM.

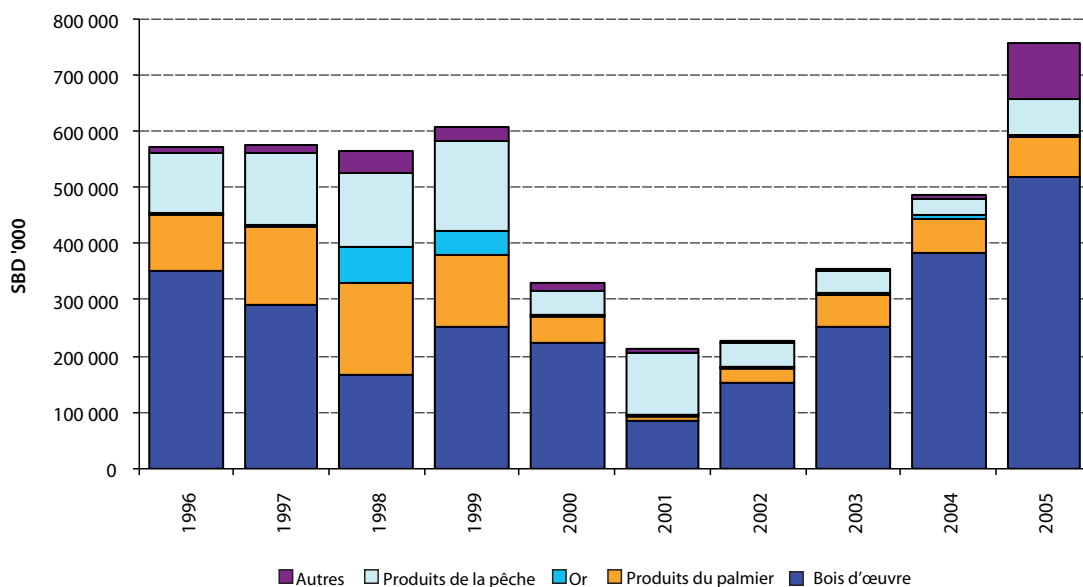
Enfin, les ODM constituent-ils le meilleur bout de la lorgnette pour jauger le degré de développement humain atteint dans cette région du monde ? Le bonheur est-il lié à la longévité, la santé et l'alphabétisation ? Dans ce contexte, l'indice de bonheur global<sup>3</sup> soulève des questions intéressantes quant aux rapports entre pauvreté et

environnement. Il s'appuie sur une « courbe de Kuznets du bonheur » (page 23), où les IDH élevés des pays les plus riches se sont établis en contrepartie d'un coût écologique disproportionné. Les habitants de pays riches laissent une énorme « empreinte écologique », mais alors que leurs IDH se situent presque tout en haut de la fourchette, ils ne sont pas beaucoup plus heureux (si même ils le sont) que les personnes ayant des IDH légèrement inférieurs et qui laissent des empreintes écologiques beaucoup moins grandes. Sachant qu'il existe une forte corrélation entre les revenus par habitant et les indicateurs de santé et d'éducation, et que les revenus, en Océanie, sont principalement tirés de ressources primaires, toutes limitées, on peut se poser la question suivante : dans quelle mesure des progrès en matière de santé et d'éducation sont-ils suffisants, et dans quelle mesure les ressources de la région peuvent-elles contribuer à ces progrès ? Enfin, dans quelle mesure conviendrait-il d'aider la pêche, par une aide financière, à contribuer à la santé et l'éducation, au moyen de recettes tirées d'autres secteurs de ressources ou de programmes d'aide au développement, et que faut-il faire pour changer les modes de dépenses des pouvoirs publics et des pêcheurs ?

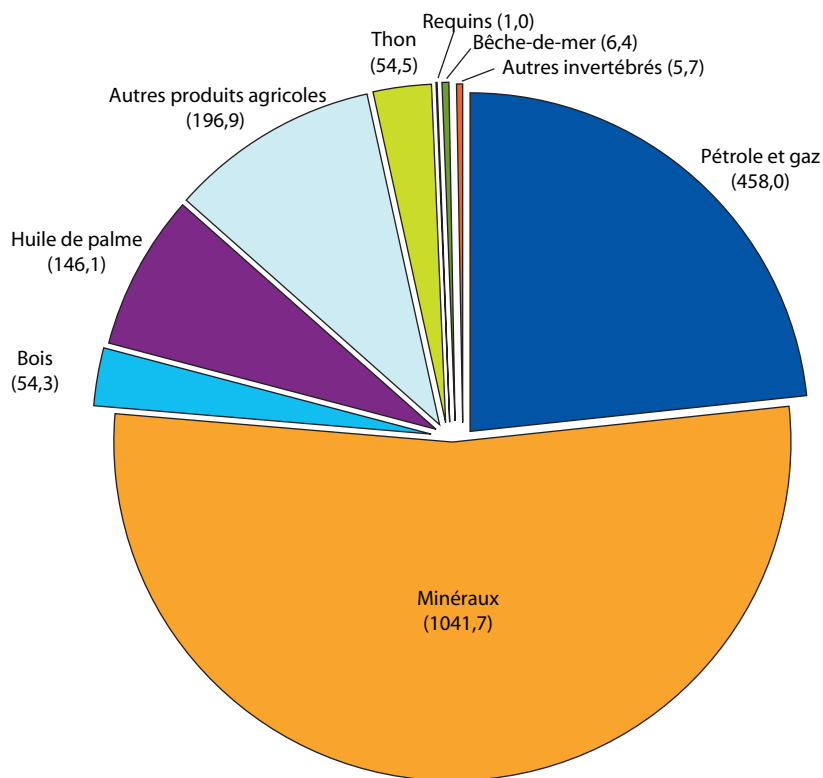
## Bibliographie

- Amos M. 2007. Vanuatu fishery resource profiles. Apia, Samoa: Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme. 208 p.
- Auty R. 1993. Sustaining development in mineral economies. London: Routledge. 272 p.
- Bainton N. 2008. Men of kastom and the customs of men: Status, legitimacy and persistent values in Lihir, Papua New Guinea. *The Australian Journal of Anthropology* 19(2):194–212.
- Basu A.M. 2002. Why does education lead to lower fertility? A critical review of some of the possibilities. *World Development* 30(10):1779–1790.
- Bell J.D., Kronen M., Vunisea A., Nash W.J., Keeble G., Demmke A., Pontifex S. and Andréfouët S. in press. Planning the use of fish for food security in the Pacific. *Marine Policy*.
- Cinner J.E. and McClanahan T.R. 2006. Socioeconomic factors that lead to overfishing in small-scale coral reef fisheries of Papua New Guinea. *Environmental Conservation* 33(1):73–80.
- Foale S.J. 2005. Sharks, sea slugs and skirmishes: managing marine and agricultural resources on small, overpopulated islands in Milne Bay, PNG. Canberra, Resource Management in Asia Pacific Program, The Australian National University. 58 p.
- Foale S.J. 2008. Conserving Melanesia's coral reef heritage in the face of climate change. *Historic Environment* 21(1):30–36.
- Foale S.J. and Day R.W. 1997. Stock assessment of trochus (*Trochus niloticus*) fisheries at West Nggela, Solomon Islands, with notes on management. *Fisheries Research* 33:1–16.

<sup>3</sup> [http://www.neweconomics.org/gen/z\\_sys\\_publicationdetail.aspx?pid=225](http://www.neweconomics.org/gen/z_sys_publicationdetail.aspx?pid=225) 2006



**Figure 1.** Exportations des Îles Salomon de 1996 à 2005. Les recettes tirées des exportations ont pâti du coup d'État de juin 2000 mais profité de la mission d'assistance régionale (RAMSAR) entreprise à la fin de 2003. (Données reproduites avec l'aimable autorisation de Ross Andrewartha, projet de gestion forestière conduit par l'AusAID aux Îles Salomon).  
Les « produits halieutiques » sont principalement les thonidés.  
1 SBD (dollar des Îles Salomon) = 0,13 USD (dollar des États-Unis d'Amérique)



**Figure 2.** Principales exportations de Papouasie-Nouvelle-Guinée, 2003. Les recettes tirées de la bêche-de-mer ont dépassé les 11 millions USD en 2006, mais le Service national des pêches va probablement fermer la pêche pendant trois ans à dater de 2009, la surpêche risquant d'accélérer l'appauvrissement des stocks.

- Gibson J. 2000. Who's not in school? Economic barriers to universal primary education in Papua New Guinea. *Pacific Economic Bulletin* 15(2):1–13.
- Jejeebhoy S. 1995. Women's education, autonomy and reproductive behaviour: experience from developing countries. Oxford: Clarendon Press. 306 p.
- Kawachi I., Kennedy B.P., Lochner K. and Prothrow-Stith D. 1997. Social capital, income inequality, and mortality. *American Journal of Public Health* 87(9):1491–1498.
- Macintyre M.A. 2008a. in press. Matrilineal structures and patriarchal attitudes: Lihirian women's health. In: Jolly M. and Lukere V. (eds). *Women's health in the Pacific*. Canberra: Australian National University Press.
- Macintyre M.A. 2008b. Police and thieves, gunmen and drunks: Problems with men and problems with society in Papua New Guinea. *The Australian Journal of Anthropology* 19(2):179–193.
- Marmot M. 2004. *The status syndrome: How social standing affects our health and longevity*. New York: Times Books. 319 p.
- McMurray C., Foale S., Roberts P., Breen B. and Cann-Evans S. 2008. *People's survey 2008*. Canberra, AusAID. 134 p.
- National Fisheries Authority (Papua New Guinea) 2005a. *Small-scale-fisheries related socio-economic survey of New Ireland Province, Papua New Guinea*. Port Moresby, Papua New Guinea: National Fisheries Authority and the ADB Coastal Fisheries Management and Development Project. 88 p.
- National Fisheries Authority (Papua New Guinea) 2005b. *Small-scale fisheries in New Ireland Province: Landing, market and buyer surveys in Kavieng*. Port Moresby, Papua New Guinea: National Fisheries Authority and the ADB Coastal Fisheries Management and Development Project. 77 p.
- National Fisheries Authority (Papua New Guinea) 2007. *Small-scale fisheries in Milne Bay Province: Landing, market and buyer surveys in Alotau*. Port Moresby, Papua New Guinea: National Fisheries Authority and the ADB Coastal Fisheries Management and Development Project. 43 p.
- Pauly D. 1994. From growth to malthusian overfishing: Stages of fisheries resources misuse. *SPC Traditional Marine Resource Management and Knowledge Information Bulletin* 3:7–14.
- Pauly D., Christensen V., Guenette S., Pitcher T., Sumaila U., Walters C., Watson R. and Zeller D. 2002. Towards sustainability in world fisheries. *Nature (London)* 418: 689–695.
- Putnam R.D. 1995. Bowling alone: America's declining social capital. *Journal of Democracy* 6:65–78.
- Ramohia P. 2006. Fisheries resources: Commercially important macroinvertebrates. p. 530. In: Green A., Lokani P., and Atuet W. (eds). *Solomon Islands marine assessment: Technical report of the survey conducted May 13–June 17, 2004*. Brisbane: The Nature Conservancy.
- Rivers W.H.R. (eds). 1922. *Essays on the depopulation of Melanesia*. Cambridge, Cambridge University Press. 116 p.
- Sabetian A. and Foale S.J. 2006. Evolution of the artisanal fisher: Case-studies from Solomon Islands and Papua New Guinea. *SPC Traditional Marine Resource Management and Knowledge Information Bulletin* 20:3–10.
- Sen A. 1994. Population and reasoned agency: Food, fertility and economic development. p. 51–78. In: Lindahl-Kiessling K. and Landberg H. (eds). *Population, economic development and the environment*. Oxford: Oxford University Press.
- Wilkinson R.G. 2005. *The impact of inequality: How to make sick societies healthier*. London: Routledge. 355 p.



## Pêche côtière et développement humain à Vanuatu et dans d'autres régions de Mélanésie

Francis R. Hickey<sup>1</sup>

### Résumé

On commence à s'intéresser au rôle que pourrait jouer la pêche dans la promotion du développement humain et à la nécessité de trouver des mesures plus efficaces à cet effet. Vanuatu et les pays mélanésien voisins ont en commun des régimes coutumiers de propriété foncière et/ou récifale, des économies partagées entre zones urbaines et rurales, et une multitude de systèmes de savoirs préexistants ou traditionnels destinés à promouvoir la sécurité alimentaire et sociale des ménages. Ces conditions offrent des possibilités sans pareil d'explorer des moyens originaux de mesurer le développement humain, dont il n'est pas facile de rendre compte à l'aide des seuls indicateurs classiques tels que le produit intérieur brut (PIB), l'indice du développement humain (IDH) ou les Objectifs de développement pour le millénaire (ODM). Ces pistes sont brièvement explorées du point de vue des objectifs de développement humain — réduction de la pauvreté, amélioration de l'éducation et promotion de l'égalité des sexes — et dans le but d'attirer l'attention des autorités de la région sur l'intérêt de la pêche côtière en tant que facteur de développement humain, de mettre au point d'autres modèles du développement humain et de prendre des dispositions mieux adaptés aux spécificités de l'Océanie. Cet article plaide en faveur de la reconnaissance de la valeur de la pêche côtière et de sa prise en compte en tant qu'indicateur important des objectifs de développement humain que sont la réduction de la pauvreté, l'éducation et l'égalité des sexes.

### Introduction

La République de Vanuatu est un archipel constitué de 83 îles peuplées de 229 000 habitants, principalement des Mélanésien, appartenant à plus de 110 groupes culturo-linguistiques différents. Vanuatu peut donc s'enorgueillir de posséder une des plus grandes diversités culturelles par habitant du monde. Le pays demeure toutefois l'un des moins avancés, selon les critères des Nations Unies, avec un PIB par habitant de 1500 dollars des États-Unis d'Amérique. Depuis trois ans, le PIB augmente de 5 à 7 % par an (Gay 2008), sous l'effet notamment de la mondialisation et de l'adoption d'une politique du développement tournée vers les investisseurs étrangers. Ce sont en particulier les secteurs du tourisme, de l'immobilier côtier<sup>2</sup> et des services associés qui accusent une croissance (Gay 2008.).

Cette croissance économique s'est concentrée dans les deux centres urbains, où résident 20 % des habitants. Les zones rurales, où 80 % de la population continuent d'habiter sur des terres traditionnelles, vivent principalement de l'agriculture et de la pêche. La disparité de croissance économique reflète la profonde dichotomie qui marque l'économie de Vanuatu : l'économie monétaire officielle qui a cours dans les centres urbains, et l'économie « traditionnelle » ou parallèle, « non monétaire », qui caractérise les zones rurales. La croissance économique étant surtout l'apanage des zones urbaines en rapide expansion, le fossé se creuse entre les nantis et les plus démunis. Ces conditions créent un terrain favorable à la criminalité et aux troubles sociaux (Gay 2008).

Dans une grande partie de la Mélanésie rurale, les gens ont encore un mode de vie non commercial, ou vivrier, qui s'appuie sur des systèmes de savoirs préexistants, et où il n'y a pratiquement pas de chômage, mais beaucoup de temps libre. Au nombre de ces systèmes de connaissances figurent des réseaux d'entraide et de troc entre des familles élargies, ainsi que des systèmes coutumiers de propriété des espaces terrestres et marins qui prévoient l'octroi de droits d'accès au sein de groupes de parenté.

### Une économie dichotomique

La plupart des économies mélanésiennes sont fortement polarisées : l'économie formelle (monétaire) des centres urbains s'oppose à l'économie informelle ou traditionnelle des zones rurales, fondées sur des systèmes de richesse traditionnels. Cette seconde forme inclut l'accès aux terres et aux ressources, mais aussi des formes de monnaie sociale telles que l'échange, le troc, le crédit et les réseaux de capital collectif, ainsi que des savoirs traditionnels et des systèmes de gestion des ressources qui servent à promouvoir la sécurité alimentaire et sociale des ménages. Ces formes de monnaie sociale sont en grande partie intangibles et, par définition, difficiles à mesurer ou apprécier.

Parmi les articles tangibles traditionnels exprimant la richesse et utilisés dans les rituels d'échange, il faut citer : les terres, les cochons, les nattes, le jade, le kava, les ignames et de nombreux autres produits alimentaires et ressources marines : tortues, bijoux en carapace de tortue, monnaie en coquillage, poissons et mollusques. Le *kina* de

<sup>1</sup> Centre Culturel de Vanuatu, B.P. 184, Port-Vila, Vanuatu. Courriel : francishi@vanuatu.com.vu

<sup>2</sup> Sur l'île centrale d'Efate, de vastes portions du littoral sont désormais aliénées au profit de la promotion immobilière pour des expatriés et du développement touristique. Les conflits portant sur l'accès à des zones de pêche traditionnelles sont de plus en plus courants, les lotissements et complexes hôteliers de luxe rendant difficile l'accès des récifs à leurs gardiens, et empêchant ceux-ci de surveiller et de gérer leurs ressources marines. Cela nuit par conséquent aux moyens de subsistance et contribue à l'érosion des systèmes de propriété coutumière des espaces marins.

Papouasie-Nouvelle-Guinée et le *tabua* des Îles Fidji sont des exemples bien connus de monnaies fabriquées à partir de ressources marines. Traditionnellement, à Vanuatu, les habitants des villages côtiers participant à des réseaux d'échange à l'intérieur des terres troquaient des produits de la mer contre des végétaux et d'autres ressources terrestres (Hickey 2006, 2007). Dans tout l'archipel, il existait aussi des systèmes d'échange inter-îles entre partenaires commerciaux (Huffman 1996). Ces systèmes de troc permettaient de redistribuer les produits alimentaires et autres entre les différents biomes, en saison d'abondance, tout en consolidant les alliances de parenté et en maintenant des relations pacifiques entre partenaires commerciaux (Hickey 2006, 2007).

### Définition de la pauvreté

Or, ni le PIB ni l'IDH<sup>3</sup> ne reflètent ces éléments de richesse qui sont pourtant le fondement de la plupart des sociétés rurales de Mélanésie et des habitants de nombreuses zones urbaines qui demeurent, à des degrés variables, des parties prenantes des systèmes ruraux de troc. L'accès aux ressources terrestres et marines permet aussi de participer à l'économie de marché qui favorise à son tour les possibilités de développement humain en donnant accès aux systèmes éducatif et sanitaire. Il en résulte une situation pour le moins insolite, à Vanuatu et dans d'autres régions de Mélanésie : une famille élargie peut ainsi avoir la garde de plus de 300 hectares de montagnes fertiles, descendant en pente douce jusqu'à une longue plage de sable blanc, bordée d'un grand récif frangeant regorgeant d'espèces marines vivantes. Malgré l'étendue de ses biens cumulés, une telle famille sera considérée comme pauvre et démunie au regard de la plupart des critères du développement international !

D'après une étude économique récemment réalisée à Vanuatu par les Agences néo-zélandaise et australienne pour le développement international, « nombre de fonctions de la croissance moderne — bien-être, stabilité, équité, cohésion sociale et moyens de subsistance durables d'une population en pleine expansion — sont assurées grâce aux valeurs coutumières, solides et profondément enracinées, de Vanuatu, y compris son économie coutumière » (Beazely et Mullen 2006). Par ailleurs, on a noté que l'économie rurale traditionnelle, en grande partie non monétaire, a réussi à absorber une croissance démographique de la population rurale de 90% depuis l'indépendance (en 1980), sans provoquer de pénurie alimentaire ni déposséder les gens de leurs terres, et que « le succès le plus discret du secteur productif a été la réaction massive de son économie traditionnelle (insulaire) à l'essor rapide de la population. De tout temps, l'économie traditionnelle de Vanuatu a su faire vivre des populations sans cesse plus nombreuses (Beazely et Mullen 2006).

Dans le contexte mélanésien, les efforts de développement et les outils de mesure tels que les concepts de pauvreté<sup>4</sup> que à la base des ODM ou de l'IDH devraient être attentivement réexaminés ; une grande partie du capital que possèdent les Ni-Vanuatu — par exemple les droits traditionnels sur les terres et les ressources, et le capital social sous forme de réseaux d'échange — n'est pas prise en compte par le PIB, l'IDH ni les ODM. En réalité, on estime que 51% des habitants de zones rurales disposent de moins d'un dollar É.-U. par jour pour vivre (ADB 2003), mais en fait il y a très peu de pauvreté (à l'exception de quelques squats urbains). Il faut noter qu'en 2006, la New Economics Foundation, implantée au Royaume Uni, a reconnu Vanuatu comme étant « le pays le plus heureux du monde » dans sa publication intitulée « The Happy



Une famille de retour de son jardin, laissant une empreinte écologique minimale. (Photo : F. Hickey).

<sup>3</sup> L'indice IDH, mis au point en 1990, est utilisé à la place du PIB pour mesurer l'espérance de vie (à la naissance), le niveau d'alphabétisation et d'éducation atteint et le PIB. Les Nations Unies ont adopté ce critère pour pouvoir comparer des pays et les classer dans les catégories de pays industrialisés, en développement ou sous-développés. Il porte aussi sur le niveau d'aide accessible à ces pays. Pour les détracteurs de l'IDH, bien que celui-ci prenne en compte des indicateurs sociaux qui vont au-delà du PIB, il est encore considéré comme une mesure brute du développement humain et présente une valeur limitée quand on veut faire des comparaisons d'une époque à l'autre.

<sup>4</sup> Dans ces deux modèles, la pauvreté se mesure d'après le PIB par habitant et la proportion de personnes disposant de moins d'un dollar par jour.

Planet Index » (HPI)<sup>5</sup>. Ce classement reposait sur les trois indicateurs du bien-être : bonheur, espérance de vie et empreinte écologique, qui reflètent tous l'exploitation durable des ressources.<sup>6</sup>

Depuis 2004, le Centre culturel de Vanuatu promeut le modèle économique traditionnel, avec le concours de l'UNESCO. Ce modèle est considéré comme le plus approprié des modèles de promotion de moyens de subsistance durables, qui prend en compte l'ensemble des secteurs (le secteur essentiel étant celui de la gestion des ressources) et qui est par définition adapté au milieu culturel océanien (Ruddle et Hickey 2008). Les autorités nationales ont reconnu la pertinence du modèle promu et l'ont adopté en 2007, puis en 2008, comme thème du développement national.

Vanuatu reconnaît que l'économie traditionnelle est pour beaucoup dans la capacité du pays d'assurer la sécurité alimentaire et sociale, l'emploi, la diversité des moyens de subsistance, la bonne gouvernance, le bonheur et le développement humain durable. En même temps, c'est un facteur d'auto-suffisance et d'adaptation, qui permet à l'économie nationale de faire face aux flambées et aux crises du marché international, telles que celles survenues à la fin de 2008. Ainsi, le développement du tourisme, surtout axé sur trois îles, génère désormais près de 20 % du PIB de Vanuatu. Sous l'effet de la nouvelle crise financière mondiale qui se dessine, ce secteur devrait toutefois être parmi les premiers à décliner. Les pouvoirs publics encouragent les Australiens, principaux visiteurs de Vanuatu (Gay 2008), à passer leurs vacances chez eux pour contribuer à pallier la crise financière (Pacific Pulse 2008). Il importera donc, au cours des prochaines années, que les communautés et ménages qui gagnaient surtout leur vie grâce au tourisme renouent avec leur économie traditionnelle afin de renforcer leur sécurité alimentaire et sociale et de résister aux effets négatifs des fluctuations économiques mondiales.

### **Le paysage culturel mélanésien : nécessité d'élaborer de nouveaux modèles du développement autochtone**

Le paysage culturel dans lequel s'inscrit l'économie rurale ou traditionnelle de Vanuatu se caractérise par les traits généraux suivants :

- La plupart des terres et récifs relèvent du régime de propriété coutumière (97 %) ;
- Au quotidien, les communautés parlent des langues vernaculaires (on estime à 113 le nombre de langues vernaculaires en usage à Vanuatu) ;
- Les liens et relations de parenté traditionnels sont la principale forme d'organisation et de monnaie sociales ;

- 80 % des habitants produisent leur propre nourriture biologique dans leurs jardins, complétée par l'élevage à petite échelle et la pêche ;
- Une tradition de non spécialisation demeure vivace ; cela permet d'étaler les risques et de promouvoir la sécurité alimentaire et sociale des ménages face à des menaces extérieures — cyclones, séismes, tsunamis, etc.
- Des rites strictement observés sur de nombreuses îles continuent de mobiliser l'énergie de la plupart des communautés. Par tradition, l'économie rurale de Vanuatu ne relève pas d'une culture de la thésaurisation, mais plutôt d'une culture d'accumulation de richesses à des fins de redistribution ;
- La gouvernance et le leadership traditionnels demeurent des éléments importants de l'organisation sociale et prévoient des mécanismes de résolution de conflits, y compris dans le domaine de la gestion des ressources.

Bien qu'une grande partie de ce paysage culturel s'étende à l'ensemble de la Mélanésie et à d'autres régions d'Asie et du Pacifique, de nombreux archipels ont vu ces caractéristiques s'éroder sous l'effet du colonialisme et de l'application de modèles de développement occidentaux. Peu après le contact avec les Européens, les systèmes de propriété des espaces terrestres et marins et les systèmes de chefferie traditionnels ont souvent été la cible des puissances coloniales désireuses de pacifier et d'occidentaliser les pays (Nari 2000; Van Trease 1987; Crocombe 1987). Bien des pays continuent de se débattre avec des systèmes fragmentaires de gouvernance traditionnelle et des régimes coutumiers de propriété des terres et des récifs (Johannes 1978; Foale et Manele 2004). Ces systèmes de propriété et de gouvernance locale restent toutefois au cœur des systèmes préexistants ou traditionnels de gestion des ressources naturelles (Johannes et Hickey 2004).

Les stratégies visant à promouvoir la diversification à des fins de sécurité alimentaire et sociale des ménages ne se limitent pas aux îles du Pacifique, mais sont également appliquées en Asie et dans d'autres régions du monde. La diversification des stratégies en matière de moyens de subsistance contribue non seulement à renforcer la sécurité des ménages, en s'appuyant sur diverses options et opportunités, mais également à réduire la pression qui s'exerce sur les ressources naturelles, en réduisant ainsi la vulnérabilité des ménages et communautés devant les chocs ou le stress qui résultent des cycles saisonniers des marées, des variations d'abondance des ressources et de leur disponibilité, et de changements extérieurs tels que la variabilité et les changements climatiques (Hickey 2007). La diversification de la sécurité des ménages a pour but de promouvoir l'adaptabilité à long terme des ménages et des communautés et de conserver un large éventail de savoir-faire.

<sup>5</sup> [www.happyplanetindex.org](http://www.happyplanetindex.org)

<sup>6</sup> L'indice HPI a été mis au point par la New Economics Foundation pour prendre en compte non seulement le bien-être humain, mais aussi le coût environnemental à long terme du maintien de ce bien-être. À cet égard, ce n'est pas vraiment un indice du « bonheur » (qui demeure extrêmement subjectif et échappe à toute quantification), mais plutôt une mesure de la capacité de l'environnement d'assurer le bien-être, ou une estimation de la quantité de ressources naturelles utilisées pour assurer durablement le mode de vie d'une nation. C'est la concrétisation de l'appel lancé par l'UICN en faveur de la mesure chiffrée de la production de bien-être humain (qui ne s'exprime pas nécessairement en termes de biens matériels) par unité d'extraction ou de coût imposé à la nature (Adams 2006).



### Valeur économique de l'agriculture, de la pêche côtière et hauturière à Vanuatu

En Océanie, les dispositions prises en matière de production halieutique et la contribution de celle-ci au PIB sont souvent associées aux données relatives aux secteurs de l'agriculture, de la foresterie et de l'élevage. Du point de vue des recensements et des moyens de subsistance, c'est une démarche rationnelle, car cet ensemble est indissociable dans des économies rurales. Afin de tenir compte de l'économie traditionnelle, le Service national de la statistique de Vanuatu estime la production vivrière de l'agriculture (foresterie et élevage compris) et celle de la pêche et les inclut dans le PIB. La production agricole totale, vivrière et commerciale, représente environ 14,3 % du PIB global de Vanuatu en 2007 (NSO 2008). La contribution globale de la pêche commerciale et non commerciale au PIB de Vanuatu était estimée à 1 % seulement. En revanche, la part du secteur tertiaire dans le PIB est d'environ 72 % environ, en incluant les principaux contributeurs que sont le commerce de gros et de détail, les transports et les télécommunications, le tourisme, le secteur public et les banques extraterritoriales, tous situés essentiellement dans les centres urbains. L'agriculture (y compris la foresterie, l'élevage et la pêche) et les filières vivrières viennent toutefois au second rang des contributeurs au PIB et emploient plus de personnes que les autres secteurs (Gay 2008).

La faible contribution de la pêche au PIB, telle qu'estimée, est une indication un peu fallacieuse de sa contribution nationale au développement humain. Un recensement agricole effectué en 2006 montre en effet que 86 % des ha-

bitants de zones rurales et 48 % des habitants de zones urbanisées (pour une moyenne générale de 78 %) tire sa nourriture et ses revenus de la pêche côtière, contre 61 % selon l'enquête de 1999 (NSO 2006). D'après un recensement plus approfondi des activités halieutiques, les ménages de zones rurales effectuent en moyenne trois sorties de pêche par semaine (NSO 2007) pour assurer leur sécurité alimentaire. De fait, la valeur des prises côtières vivrières réalisées dans la plupart des nations océaniques, y compris Vanuatu, est estimée supérieure, en termes économiques, à celle des prises côtières commerciales (Dalzell et al. 1996). Pour Vanuatu, on a estimé que la valeur nominale<sup>7</sup> des prises annuelles vivrières s'élevait à 1 953 360 dollars É.-U. en tout, tandis que les prises côtières commerciales étaient estimées à 1 514 364 dollars, soit un total de 3 467 724 dollars (Dalzell et al. 1996). Bien que ces estimations soient obsolètes, elles indiquent la valeur de ces prises. Il est intéressant de noter que ces deux chiffres dépassent le montant des licences d'exploitation des ressources thonières perçu auprès de navires battant pavillon étranger, estimé à un million de dollars pour Vanuatu<sup>8</sup> (Department of Fisheries 2007).

En outre, en Océanie, les prises non commerciales destinées à la consommation domestique ne sont pas toujours prises en considération dans l'estimation de la contribution de la pêche au PIB, d'où une sous-estimation de la valeur de cette contribution et l'absence de prise en compte de la pêche vivrière (Zeller et al. 2005). De plus, même si la contribution de la pêche vivrière à petite échelle au PIB est estimée, les chercheurs ont constaté qu'elle est considérablement sous-estimée, ce qui aggrave sa marginalisation (*op cit*).



Tarodières irriguées, où les poissons, les crevettes et les anguilles fertilisent le taro. (Photo : F. Hickey).

Gillett et Lightfoot (2001) ont fait des constats similaires : ils ont noté que la contribution de la pêche au PIB est sous-estimée dans la plupart des pays océaniques. Cela peut s'expliquer par l'omission des prises vivrières dans les chiffres officiels (en Papouasie-Nouvelle-Guinée et dans les États fédérés de Micronésie, par exemple), et par de grandes disparités dans les méthodes employées par les différents pays pour calculer la production halieutique et sa contribution au PIB. Après avoir standardisé la méthode de calcul et calculé à nouveau la contribution de la pêche au PIB, ils ont trouvé que le pourcentage, parmi les pays océaniques étudiés, était en moyenne de 7 %, contre 5,4 avant la standardisation (Gillett et Lightfoot 2001).

À cela s'ajoute le fait que les prises côtières sont généralement effectuées

<sup>7</sup> Pour les besoins de cette étude, le calcul de la valeur monétaire se fondait sur le prix qu'auraient atteint ces prises si elles avaient été vendues. L'accès à des produits de la mer frais et nutritifs favorise aussi la substitution à des produits d'importation et contribue donc à atténuer le déséquilibre de la balance commerciale de Vanuatu tout en contribuant au bon équilibre nutritionnel de la population.

<sup>8</sup> Cette valeur, tirée des ressources thonières commerciales pêchées en haute mer, est relativement faible parce que les prises de thons sont transformées ailleurs, d'où une perte de valeur ajoutée à Vanuatu. (La capacité des usines à terre d'ajouter de la valeur aux prises de thons, de créer des emplois et de contribuer davantage au développement humain à Vanuatu et dans d'autres pays océaniques dépasse le cadre du présent article).

avec un équipement minimal, ce qui réduit les coûts intermédiaires et augmente les rapports de valeur ajoutée (Gillett et Lightfoot 2001) et les bénéfiques nets pour les pêcheurs. À Vanuatu, les prises côtières sont souvent réalisées à pied, depuis la plage, sur des platiers de récifs frangeants, ou le long de tombants ou de lagons à bord de pirogues à balancier. Éperviers et filets maillants, équipement de plongée libre et harpons, palangrottes et méthodes traditionnelles (ramassage sur le récif, sagaie, pièges, etc.) sont généralement utilisés. Le modeste investissement requis pour pratiquer la pêche à proximité du littoral permet à tous d'y accéder, pour un faible risque financier.

### Promotion de l'égalité des sexes

Alors que l'accès aux eaux côtières et hauturières est normalement limité à des hommes à l'aide de bateaux à moteur et d'autres équipements, il est aisé à des femmes et des enfants d'accéder aux eaux proches du littoral. La contribution des femmes à la pêche, en Océanie et dans le monde entier, est souvent sous-estimée et mal reconnue (Williams 2008; Nowak 2008). Un objectif souvent cité dans les indices du développement humain, y compris les ODM, est l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes. L'accès aux ressources côtières dont les femmes jouissent traditionnellement en Océanie permet de se rapprocher de cet objectif : ce sont essentiellement elles qui pratiquent la pêche sur le littoral de la plupart des pays insulaires. En outre, la recherche portant sur la place des femmes dans le secteur de la pêche en Océanie montre que les femmes ne se contentent pas de ramasser des ressources, mais qu'elles participent à tous les aspects de la pêche, depuis la capture jusqu'à la commercialisation, en passant par la transformation. Elles contribuent pour une part essentielle à la sécurité alimentaire locale et, ce faisant, déchargent souvent de cette tâche les hommes de la famille qui peuvent mener des activités de pêche commerciale. Les femmes participent de plus en plus à la pêche vivrière et commerciale à l'aide de techniques modernes et en mettant en pratique leurs savoir-faire traditionnels et leurs connaissances écologiques (Novaczek et al. 2005).

La plupart des femmes des zones rurales qui pratiquent la pêche utilisent en premier lieu leurs prises pour assurer la sécurité alimentaire de leur ménage. Cette activité n'impliquant aucun échange monétaire, cette activité est considérée par les décideurs et les bailleurs de fonds comme moins importante que la pêche commerciale (Novaczek et al. 2005). Cependant, les femmes participent de plus en plus à la pêche commerciale, y compris celle de troc, et ajoutent de la valeur à leurs prises. Nombre de femmes ayant accès à des marchés à Vanuatu pêchent des poissons, des poulpes et des coquillages (y compris des bécotiers) pour préparer des puddings traditionnels à la crème de coco. Elles vendent ce produit à valeur ajoutée sur les marchés municipaux ou d'autres points de vente po-

pulaires tels que des bars à kava. Certaines femmes des zones urbaines achètent tout simplement des poissons de récif dans des points de vente des villes pour cuisiner des puddings qu'elles vendent dans divers magasins, ajoutant ainsi de la valeur à ces prises. Inversement, la plupart des pêcheurs se contentent de vendre leurs prises sans ajouter de valeur. Il a également été observé, à Vanuatu et ailleurs, que les revenus tirés des activités halieutiques et de valorisation exercées par les femmes sont en grande partie consacrés à la sécurité alimentaire des ménages et à l'éducation, tandis que les revenus tirés des prises des hommes ne sont pas toujours disponibles à cet effet (Kronen et Vunisea 2008).

Les activités de pêche, de valorisation et de commercialisation menées par les femmes s'inscrivent parmi tout un éventail d'autres activités domestiques (là aussi, non rémunérées et sous-estimées) : jardinage, éducation des enfants, soins de santé, gestion du ménage, et d'autres tâches représentant une gamme exceptionnelle de savoir-faire et de savoirs traditionnels propres aux femmes. Or, la valeur de ces savoirs, en particuliers ceux qui concernent les ressources du littoral, demeurent largement inexplorées (Tarisei et Novaczek 2005). La recherche a montré que le modèle occidental de la pêche, surtout axé sur les hommes, et préconisé en Océanie, a contribué à répandre ce stéréotype et à sous-évaluer le rôle des femmes (Novaczek et al. 2005). En encourageant la prise de conscience du rôle essentiel des femmes dans la sécurité alimentaire et sociale des ménages et en promouvant les connaissances qu'elles détiennent en matière d'habitats côtiers et de leur gestion, on faciliterait la reconnaissance de la véritable valeur que revêtent la pêche pratiquée par les femmes et leur contribution potentielle à sa gestion. Du fait de la nature des rôles et des systèmes de savoirs spécifiques des femmes en Océanie, l'emploi d'agentes de terrain par les services des pêches faciliterait la pleine participation des femmes au développement de la pêche, notamment au travers d'une meilleure vulgarisation et d'autres modes de communication.



Femmes et enfants assurent la sécurité alimentaire des ménages en ramassant des coquillages sur le récif (Photo : F. Hickey).



## Gestion de la pêche côtière, propriété coutumière des espaces marins, savoirs écologiques traditionnels et éducation

Hormis les règlements nationaux qui imposent des tailles limites à certaines ressources côtières commerciales (troca, bêche-de-mer et burgau), qui protègent les tortues et contrôlent l'exportation de produits marins, la gestion des récifs côtiers incombe essentiellement aux gardiens traditionnels des récifs, selon le régime de propriété coutumière des espaces marins. À Vanuatu, ce régime est officiellement reconnu dans le chapitre 12 de la Constitution, qui dispose :

Article 71 : « Toutes les terres situées dans le Territoire de la République appartiennent aux propriétaires coutumiers indigènes et à leur descendance. »

Selon la Loi relative à la réforme foncière, les terres comprennent « les terres immergées, y compris celles allant jusqu'au tombant externe du récif côtier, mais pas au-delà ».

Article 72 : « Dans la République les règles coutumières constituent le fondement des droits de propriété et d'usage des terres. »

En vertu de ces articles, les propriétaires coutumiers ont le droit de gérer leurs terres et leurs récifs, comme ils le font depuis des siècles. Or l'expression « propriété coutumière » a souvent été interprétée dans un sens occidental de propriété individuelle, et non au sens mélanésien de propriété collective des terres (Regenvanu 2008; Nari 2000). Il en a résulté une récente augmentation de la « vente » (en fait, des baux à long terme, généralement de 75 ans) de terres coutumières par des individus à des investisseurs étrangers, à des fins d'investissement et de spéculation, souvent sans le consentement d'autres personnes détenant des intérêts traditionnels légitimes.

Étant donné que ces terres étaient en grande partie côtières et que les prescriptions légales relatives à l'aménagement, à la mise en valeur des plages et aux premières évaluations d'impacts sur l'environnement étaient généralement ignorées » (Regenvanu 2008), les dégâts causés à l'environnement sont devenus de plus en plus visibles : érosion, sédimentation et destruction des habitats critiques pour les ressources, y compris les estuaires, les mangroves, les récifs coralliens et les herbiers. Ces impacts touchent la pêche, le tourisme, les moyens de subsistance et les barrières naturelles aux tempêtes et à la montée des eaux, ainsi que les perspectives de développement humain qu'ouvre l'exploitation de ces ressources importantes. Du fait de leurs effets en aval, ces impacts sur les milieux côtiers sapent la valeur et la productivité des zones de pêche traditionnelles, fermées, qui sont encore couramment régies, à Vanuatu, par des systèmes de propriété coutumière des espaces marins (Johannes et Hickey 2004; Hickey 2007) et des aires marines protégées, de plus en plus préconisées dans le Pacifique afin de protéger les ressources marines (Ruddle et Hickey 2008).

Depuis longtemps, Vanuatu gère ses ressources au travers de systèmes de propriété coutumière des espaces marins

et de l'association de savoirs écologiques traditionnels, de croyances et de pratiques qui incluent des droits d'utilisateurs privilégiés, des interdictions frappant certaines espèces, des fermetures saisonnières, des *tabous* alimentaires, des restrictions touchant les engins de pêche, des interdictions comportementales et des refuges spatio-temporels (Hickey 2006, 2007). Le service des pêches de Vanuatu soutient activement les pratiques coutumières et reconnaît que le système de propriété coutumière des espaces marins est un système décentralisé, viable, de gestion des ressources, qui incite les communautés à se sentir responsables de la bonne gestion de leurs propres ressources. Les chefs de village traditionnels continuent aussi de considérer que la gestion des ressources dont ils sont propriétaires fait partie de leur responsabilité traditionnelle et qu'elle s'appuie sur des systèmes préexistants, communautaires, de résolution des conflits.

Les communautés et leurs chefs assuraient aussi la surveillance et la mise en application des règlements nationaux, une fois qu'ils avaient pris connaissance de leur existence et de leur raison d'être (Johannes et Hickey 2004). Ce service fait faire aux pouvoirs publics d'énormes économies, qui peuvent être consacrées à l'amélioration des services d'éducation et de santé, par exemple), au lieu d'assurer la gestion centralisée des ressources de l'ensemble de l'archipel.

Les systèmes traditionnels de gestion des ressources sont également bien adaptés au milieu culturel océanien : ils se fondent sur plusieurs siècles d'observation et de gestion adaptative reposant sur les cycles locaux d'abondance, les cycles des marées et des conditions météorologiques, ainsi que sur des considérations socioculturelles et économiques locales (Ruddle et Hickey 2008). De fait, toutes les stratégies occidentales adoptées par la science occidentale de la gestion des ressources naturelles se trouvent déjà dans des stratégies traditionnelles en vigueur dans la majeure partie de l'Océanie (Johannes 1978; Hickey 2006, 2007).

Nombre d'anciens détiennent une impressionnante quantité de savoirs écologiques traditionnels, notamment sur la distribution spatio-temporelle des ressources, les migrations et concentrations des reproducteurs, les habitats de prédilection, les calendriers traditionnels de la pêche, les facteurs environnementaux, les compétences linguistiques, et d'autres connaissances utiles pour la gestion. Ces connaissances et capacités devraient être mobilisées et intégrées dans des plans de gestion communautaire des récifs côtiers. Malheureusement, de nombreux projets financés par des bailleurs de fonds ignorent souvent les systèmes de savoirs préexistants (Ruddle et Hickey 2008), ce qui accentue leur marginalisation et leur appauvrissement. Toutefois, nombre de nations océaniques manquant de ressources humaines et de moyens financiers, elles sont souvent obligées d'accepter des approches occidentales pour accéder aux financements des bailleurs. Il en va de même pour les projets agricoles promouvant de nouvelles méthodes de cultures, y compris, par exemple, le projet d'introduction de la production de palmiers à huile à Vanuatu (reposant extensivement sur des pesticides, et qui ne résistera pas à des cyclones violents ; ce projet est donc voué à l'échec).

Face à la spectaculaire flambée récente des prix de produits alimentaires d'importation, il est de plus en plus important de conserver ce trésor de savoirs écologiques traditionnels qui, depuis des milliers d'années, assurent la sécurité alimentaire et sociale des ménages dans le Pacifique, tout en atténuant les impacts des fluctuations des marchés mondiaux, largement contrôlées et influencées par des nations éloignées du Pacifique. Il est également reconnu que les produits alimentaires biologiques cultivés dans des jardins mixtes — que l'on trouve généralement en Mélanésie et dans d'autres régions d'Océanie — ont une valeur nutritive et une qualité générale bien supérieures à celles des produits occidentaux, dont la production repose sur toute une gamme de produits chimiques. Thaman (2008) note aussi que « l'association de la diversité des espèces et de la diversité génétique des végétaux et animaux sauvages et domestiqués enrichit la diversité biologique des systèmes agricoles traditionnels, fondés sur la polyculture, et rend ceux-ci plus adaptables que les systèmes agricoles modernes. »

Les zones littorales présentent un intérêt supplémentaire : elles protègent la côte des cyclones, des ondes de tempête et des effets de l'élévation du niveau de la mer. Les récifs coralliens côtiers, les mangroves et les forêts associées forment des barrières naturelles contre l'érosion résultant de ces menaces et protègent les zones côtières où se situent la plupart des villes, villages et infrastructures du Pacifique. La nécessité de cette protection physique contre les menaces saisonnières, le réchauffement planétaire et l'élévation du niveau de la mer, devrait inciter à faire un usage durable et non destructeur des zones littorales.

La pêche littorale conserve une importance capitale pour pratiquement toutes les îles de Vanuatu, car elle contribue à garantir la sécurité alimentaire et sociale des ménages et à diversifier leurs moyens de subsistance (y compris pour en tirer des revenus qui peuvent servir à faire face aux frais d'éducation et à accéder aux centres de santé) (Gay 2008). À Vanuatu, la pêche littorale continue de se fonder sur un large corpus de connaissances écologiques traditionnelles, légué aux hommes et aux femmes par

leurs ancêtres et qui leur permet d'améliorer leurs prises, mais aussi de préparer, conserver et gérer ces ressources (Hickey 2006, 2007).

### Éducation

La promotion de l'éducation pour tous, énoncée parmi les priorités du développement, dans les Objectifs de développement pour le millénaire par exemple, se réfère souvent à une éducation occidentale, qui ne tient généralement compte ni du contexte local ni des systèmes de connaissances océaniens. À l'heure actuelle, la majorité des jeunes de Vanuatu sont surtout éduqués selon le système scolaire officiel, c'est-à-dire qu'ils suivent le cycle secondaire dans des internats, loin de leurs îles natales. Cela signifie aussi qu'ils ne parlent plus leur langue vernaculaire et qu'ils ne pratiquent plus les systèmes de connaissances de leurs ancêtres, sources de sécurité alimentaire et sociale des ménages, et qui sont à la base des systèmes de gestion des ressources. Les systèmes éducatifs officiels prennent rarement en considération les systèmes préexistants de production alimentaire ou de gestion des ressources, mais se concentrent exclusivement sur la promotion de modèles occidentaux, présentés dans des manuels produits à l'étranger. Résultat, les élèves sortent généralement du système d'éducation officiel en pensant que leurs savoirs écologiques traditionnels ont une valeur limitée, et qu'il ne vaut pas la peine de le préserver ni de l'intégrer dans des formes de gestion contemporaines.

En outre, la richesse de Vanuatu et de toute la Mélanésie en langues vernaculaires est en train de subir une érosion rapide, voire de disparaître (Lynch et Crowley 2001). Les relations intrinsèques entre environnement et langue sont bien reconnues, de même que les savoirs écologiques traditionnels intimement liés à la langue. On prête toutefois peu d'attention au maintien de cette richesse linguistique de la Mélanésie et l'on ne se soucie guère de freiner le rythme de son appauvrissement. À Vanuatu, par exemple, les langues employées pour enseigner restent le français et l'anglais, deux langues coloniales. La plus grande mobilité des populations à l'heure actuelle et le nombre croissant de mariages



Un pêcheur met en pratique sa connaissance des poissons et des habitats pour améliorer ses prises (Photo : F. Hickey).

mixtes (unions de personnes issues de groupes culturo-linguistiques différents) accélèrent le déclin de la transmission des langues vernaculaires.

On pourrait aisément remédier au désintérêt des jeunes pour les savoirs écologiques traditionnels en incorporant ceux-ci dans le système éducatif officiel, afin d'en promouvoir la valeur auprès des élèves d'aujourd'hui (parallèlement à la valeur complémentaire des savoirs occidentaux ou scientifiques). C'est ainsi que le Centre culturel de Vanuatu, en collaboration avec le Ministère de l'éducation de Vanuatu et UNESCO-LINKS, a récemment mis sur pied un programme d'élaboration de supports didactiques à l'intention des établissements d'enseignement primaire, qui montrent l'intérêt des savoirs écologiques traditionnels et leur utilité dans l'économie traditionnelle et les systèmes de gestion des ressources.

Il est également important de reconnaître et de soutenir les systèmes traditionnels d'éducation qui mettent l'accent sur « l'apprentissage par la pratique », en dehors de la salle de classe. Les systèmes informels de transmission des savoirs écologiques traditionnels restent en vigueur dans de nombreuses sociétés océaniques, mais ne sont guère reconnus ni soutenus par les autorités officielles. Les groupes de jeunes, de femmes, et les associations religieuses pourraient être mis à contribution pour relancer l'intérêt pour ces systèmes. Étant donné l'étendue des connaissances et pratiques culturelles existant dans l'ensemble de la Mélanésie, il importe aussi d'entériner d'autres modes de connaissance, en dehors du cadre cosmologique occidental généralement adopté par le système éducatif formel.

### **De nouveaux instruments de mesure du développement humain, du bien-être, du bonheur**

Il est généralement admis que le « développement humain » intègre diverses dimensions qui complètent et dépassent la simple visée d'un « revenu de base ». Selon les diverses définitions de l'expression, le développement humain peut recouvrir un « processus qui permet aux peuples d'élargir leurs choix et leur liberté » (Sen 2000) et « l'épanouissement de l'être humain, dans tous les sens du terme : public et privé, économique et social, politique et spirituel » (Alkire 2002).

Outre l'indice IDH et les ODM, d'autres instruments de mesure du développement humain ont été mis au point pour approfondir et inclure ou souligner différents aspects du développement humain. Parmi ces instruments, il faut citer l'indice du bonheur national brut du Bhoutan qui vise à instaurer un équilibre entre le développement de type occidental et les systèmes de valeur propres au Bhoutan, fondés sur les principes du Bouddhisme. Les quatre piliers du BNB sont la promotion d'un développement socioéconomique équitable et durable, la conservation et la promotion des valeurs culturelles, la sauvegarde de l'environnement naturel et une bonne gouvernance responsable.

Vu les spécificités de la Mélanésie — grande diversité culturelle, forte proportion de terres et de récifs relevant du régime de propriété coutumière, patrimoine intangible considérable, pratique intensive de l'économie traditionnelle — l'Océanie devrait s'attacher à mettre au

point un système original de mesure du développement, reflétant plus exactement les systèmes de valeurs et de capital social qui sous-tendent sa diversité culturelle, son identité, son autonomie économique et sa souplesse d'adaptation. Cette démarche est importante si la région ne veut pas voir son développement dicté ou entraîné par des mesures du développement humain généralement reconnues comme inappropriées ou fallacieuses et qui passent à côté de valeurs importantes pour les sociétés océaniques telles que le bonheur, le bien-être, la productivité et la qualité de la vie.

Dans ce but, le Centre culturel de Vanuatu a présenté un document de réflexion au Groupe du Fer de lance mélanésien, lors de sa dernière réunion. Le Groupe a décidé de réfléchir à la mise au point d'indices du développement humain spécifiques à la Mélanésie. Des fonds ont été mobilisés pour organiser un séminaire, à l'intention des représentants de tous les pays mélanésiens et d'autres pays déjà en train d'élaborer d'autres indices (par exemple le HPI, et des indices du PNUD, de l'Instance permanente de l'ONU sur les questions autochtones (UNPFII) qui plaide en faveur de l'élaboration de ce genre d'indicateurs, de la Fondation Tebtebba d'Éthiopie et du Conseil international des Traités indiens). Ce séminaire, dont les participants débattront ces idées, aura lieu en 2009 et marquera la première étape de l'élaboration d'autres instruments de mesures pour la Mélanésie, plus à même de présider au développement durable.

### **Conclusion**

Il faut impérativement que les actions prioritaires en faveur du développement, telles que les ODM, soient conduites, à l'échelon mondial, en tenant compte du contexte socioculturel qui prévaut en Océanie. Il faut, à cet effet, reconnaître en particulier l'économie traditionnelle, les systèmes coutumiers de propriété des espaces terrestres et marins et les systèmes de monnaie sociale, les savoirs écologiques traditionnels, et d'autres formes du patrimoine culturel intangible qui sous-tendent le développement humain mais ne peuvent pas être cernés par des outils de mesure classiques tels que le PIB ou l'IDH.

Ces systèmes préexistants de savoirs et de monnaie sociale doivent également être pris en compte dans les systèmes éducatifs officiels, afin qu'ils puissent contribuer durablement au développement économique et humain, au lieu de saper les valeurs et les systèmes de connaissances qui sous-tendent l'auto-suffisance économique et la souplesse d'adaptation ainsi que l'identité culturelle des nations océaniques. Il serait utile, à cet effet, de consulter les chefs de communautés et les chefs coutumiers, ainsi que le personnel des services de l'État à propos des meilleures façons de soutenir ces systèmes de connaissance et leur introduction dans le système éducatif officiel.

Il conviendrait également de reconnaître que la pêche, malgré sa contribution limitée au PIB (tout en admettant qu'elle est sous-estimée), demeure une activité essentielle pour les communautés habitant les côtes et l'intérieur des terres, qu'elle est une source régulière de protéines animales biologiques, nutritives, et qu'elle est à l'origine du développement humain dans la mesure où



elle permet aux populations de percevoir des revenus. Pour mieux comprendre et reconnaître la dynamique de la contribution de la pêche à l'économie nationale et au développement humain, il demeure essentiel que des bailleurs de fonds apportent leur concours au perfectionnement des méthodes de recensement, d'échantillonnage et d'estimation des prises côtières et d'eau douce, ainsi qu'à la recherche de possibilités de valorisation des ressources, afin de multiplier les chances de développement humain. L'actualisation des données issues de recensements aiderait à fournir des estimations précises des prises côtières, à la lumière de l'introduction permanente d'engins de pêche modernes, de la forte croissance démographique, de la monétarisation continue des ressources marines et de l'évolution de l'économie rurale, de plus en plus fondée sur les échanges monétaires. Les agents des services des pêches nationaux devraient travailler en étroite collaboration avec ceux des services de la statistique pour affiner ces données. Le perfectionnement des méthodes d'estimation des contributions de la pêche côtière à la sécurité alimentaire et sociale des ménages permettra aussi de surveiller l'évolution de la production halieutique, et d'en faire un outil approprié de mesure du développement humain dans les zones rurales.

Le rôle des femmes dans la pêche, en particulier sur le littoral, devrait aussi être mieux perçu et reconnu, notamment en ce qui concerne leur contribution à la sécurité alimentaire des ménages et au développement humain. Parallèlement à cette démarche, il faudrait déployer des efforts à l'appui de l'autonomisation des femmes et de la promotion de l'égalité des sexes. Les savoirs écologiques traditionnels spécifiquement détenus par des femmes et leur connaissance de la gestion devraient être appréciés à leur juste valeur, afin d'améliorer la gestion des ressources marines. Les femmes appartenant à des services des pêches, qui ont reçu une formation en sciences sociales et connaissent la valeur des savoirs écologiques traditionnels feraient avancer les choses dans ce domaine.

La mondialisation recèle ses propres risques, comme le montrent la crise financière mondiale et la récession économique qui sévissent actuellement. Ces événements devraient inciter les organisations régionales, les bailleurs de fonds, les pouvoirs publics et les individus à réfléchir à la valeur des systèmes préexistants et de l'économie traditionnelle, qui ont fait leurs preuves et qui assurent la sécurité alimentaire et sociale de l'Océanie depuis des millénaires. L'accent devrait être mis sur une meilleure reconnaissance de l'autonomie de l'Océanie, de la richesse de ses savoirs écologiques traditionnels, adaptés à son contexte socioculturel, ainsi que sur sa diversité génétique. Le renforcement de la monnaie sociale et du tissu des sociétés insulaires comporterait de nombreux autres avantages, notamment une gouvernance locale plus forte ainsi que des systèmes plus performants de propriété des espaces terrestres et marins locaux et de gestion des ressources. On peut dire que l'économie traditionnelle est le modèle de développement des moyens de subsistance le

mieux adapté aux économies rurales et le plus à même de perpétuer le mode de vie océanien au profit des générations futures.

### Remerciements

Sincères remerciements à M. Pita Toa, Service national de la statistique de Vanuatu, ainsi qu'au personnel du Centre culturel de Vanuatu, MM. Ralph Regenvanu, Joel Simo, Noe Saksak, et Mme Sue Baereleo, pour l'aide apportée à la rédaction de cet article.



De nourrissants poissons frais du récif pour le déjeuner

### Bibliographie

- Adams W.M. 2006. The future of sustainability: Re-thinking environment and development in the twenty-first century. Report of the IUCN Renowned Thinkers Meeting. Zurich, Switzerland: IUCN.
- ADB. 2003. Priorities of the people. Asian Development Bank, Manila, Philippines
- Alkire S. 2002. Dimensions of human development. *World Development* 30:181-205.
- Beazely P. and Mullin B. 2006. Vanuatu economic opportunities. Fact-finding mission (AusAID and NZAID), Blackdown Beaminster, UK, and St. Lucia, Queensland. Peter Bazeley Development Consulting and Uniquet Pty, University of Queensland.
- Crocombe R. (ed). 1987. Land tenure in the Pacific. Suva, Fiji: University of the South Pacific.
- Dalzell P., Adams T.J.H. and Polunin N.V.C. 1996. Coastal fisheries in the Pacific Islands. *Oceanography and Marine Biology: An Annual Review* 34:395-531.
- Department of Fisheries. 2007. Annual report – 2007. Port Vila, Republic of Vanuatu.
- Foale S.J. and Manele B. 2004. Social and political barriers to the use of marine protected areas for conservation and fishery management in Melanesia. *Asia Pacific Viewpoint* 45(3):373-386.

- Gay D. 2008 (ed). Vanuatu diagnostic trade integration study. Department of Trade, Industry and Investment, Port Vila, Vanuatu.
- Gillett R. and Lightfoot C. 2001. The contribution of fisheries to the economies of Pacific Island countries. Pacific Studies Series. Manila, Philippines: ADB.
- Hickey F.R. 2006. Gestion traditionnelle des ressources marines à Vanuatu: reconnaître, appuyer et renforcer les systèmes autochtones de gestion des ressources. *Ressources marines et traditions, Bulletin de la CPS* 20:11–23.
- Hickey F.R. 2007. Traditional marine resource management in Vanuatu: World views in transformation. p 147–168. In: Haggan N., Neis B. and Baird I.G. (eds). *Coastal Management. Source 4*. UNESCO.
- Huffman K.W. 1996. Trading, cultural exchange and copyright: Important aspects of Vanuatu Arts. p. 182–194. In: Bonnemaïson J., Kaufmann C., Huffman K. and Tryon D. (eds). *Arts of Vanuatu*. NSW, Australia: Crawford House Publishing Pty Ltd.
- Johannes R.E. 1978. Traditional marine conservation methods in Oceania and their demise. *Annual Review of Ecology and Systematics* 9:349–364.
- Johannes R.E. and Hickey F.R. 2004. Evolution of village-based marine resource management in Vanuatu between 1993 and 2001. *Coastal region and small island papers* 15. Paris: UNESCO.
- Kronen M. et Vunisea A. 2008. Les femmes ne vont jamais à la chasse, mais elles pêchent : L'égalité des femmes et des hommes dans la formulation des politiques et la planification stratégique du secteur de la pêche côtière en Océanie. *Hina, les femmes et la pêche, Bulletin de la CPS* 17:3–15.
- Lynch J. and Crowley T. 2001. *Languages of Vanuatu, a new survey and bibliography*. Pacific Linguistics, Research School of Pacific and Asian Studies. Canberra, Australia: The Australian National University.
- Nari R. 2000. Land tenure and resource management: A major challenge in Vanuatu. *Pacific Economic Bulletin* 15(2):170–174.
- National Statistics Office. 2006. Preliminary report: Agriculture census 2006. Port Vila, Vanuatu.
- National Statistics Office. 2007. Preliminary report. Agriculture census 2007. Port Vila, Vanuatu.
- National Statistics Office. 2008. National accounts of Vanuatu 2007. Port Vila, Vanuatu.
- Novaczek I. and Mitchell J. 2004. Constructing realities: documenting women's fisheries in the Pacific Islands. p. 15–20. In: Choo, P.S., Hall S.J., Williams, M.J., (eds). *Global Symposium on Gender and Fisheries: Seventh Asian Fisheries Forum, 1–2 December 2004, Penang, Malaysia*. WorldFish Center, Penang, Malaysia. 174 p.
- Nowak B.S. 2008. Environmental degradation and its gendered impact on coastal livelihoods options among Btsisi' households of Peninsular Malaysia. *Development* 51:186–192.
- Pacific Pulse. 2008. The weekly newsletter of South Pacific Travel.
- Regenvanu R. 2008. Issues with land reform in Vanuatu. *Journal of South Pacific Law* 12 (1):63–67.
- Ruddle K. and Hickey F.R. 2008. Environment, Development and Sustainability 10(5):565–589.
- Sen A. 2000. *Development as freedom*. Oxford: Oxford University Press.
- Tarisesei J., and Novaczek I. 2005. Gender, generational perceptions and community fisheries management in Lelepa, North Efate, Vanuatu. p. 187–208. In: Novaczek I., Mitchell J. and Veitayaki J. (eds). *Pacific Voices – Equity and sustainability in Pacific Island Fisheries*. Institute of Pacific Studies, University of the South Pacific.
- Thaman R.R. 2008. Pacific Island agrobiodiversity and ethnobiodiversity: A foundation for sustainable Pacific Island life. p. 102–110. *Biodiversity: Journal of Life on Earth* 9(1 & 2): 102–110.
- Van Trease H. 1987. *The politics of land in Vanuatu*. University of the South Pacific, Institute of Pacific Studies. Suva, Fiji Islands.
- Weightman B. 1989. *Agriculture in Vanuatu, a historical view*. Portsmouth, UK: Grosvenor Press.
- Williams M.J. 2008. Why look at fisheries through a gender lens? *Development* 51:180–185.
- Zeller D., Booth S. and Pauly D. 2005. Fisheries contributions to GDP: Underestimating small-scale fisheries in the Pacific. Working Paper # 2005-5. Fisheries Centre. University of British Columbia, Vancouver, Canada.



## Le rôle du capital social dans un régime de propriété collective des ressources dans les zones côtières. Exemple de la gestion communautaire des ressources côtières aux Îles Fidji<sup>1</sup>

Yae Sano<sup>2</sup>

### Résumé

Le présent article analyse le capital social et ses fonctions de liaison et de cohésion sociales dans un régime communautaire de gestion des ressources côtières, à l'exemple du régime de gestion collective en vigueur aux Îles Fidji. Grâce à des liens solides entre villageois, les informations et les savoirs sont diffusés au sein de la communauté. Une structure villageoise fondée sur les liens de parenté contribue à un degré élevé de responsabilité parmi les villageois chargés de la garde et de la surveillance des ressources marines. L'intensification de la coopération entre organisations non gouvernementales (ONG) et villages a facilité l'établissement de « liens faibles », qui permet aux villageois d'avoir accès à de nouvelles connaissances et informations sur la gestion des ressources côtières. Une organisation non gouvernementale a adopté une « approche fondée sur la participation des individus », en associant certains villageois à la gestion, et a ainsi réussi, plus qu'auparavant, à intégrer les savoirs et l'expérience des utilisateurs des ressources à des plans de gestion. Il en résulte une meilleure harmonie entre les institutions et le contexte local.

### Introduction

Les ressources côtières revêtent une grande importance pour beaucoup d'Océaniens. La pêche à petite échelle, en particulier, est normalement pratiquée entre le littoral et le tombant extérieur des récifs. Elle constitue une source essentielle de revenus et de protéines animales. (Gillett and Lightfoot 2001; King and Lambeth 2000; World Bank 1999). Il n'existe toutefois pas de consensus concernant la pérennité de l'exploitation des ressources côtières. Certaines études montrent que, dans le Pacifique Sud, les écosystèmes côtiers et leurs ressources sont de plus en plus menacés par différents facteurs (Huber et Mc Gregor 2002, UNEP 1999 ; World Bank 1999), y compris les activités humaines, qu'elles soient terrestres ou océaniques.

Face à la nécessité de protéger et conserver les ressources côtières d'Océanie, des fonds et des efforts considérables ont été investis, au cours des dernières décennies, afin d'atténuer la pression qui s'exerce sur ces ressources et de rechercher des solutions aux problèmes posés par leur dégradation. Simultanément, la pratique de la gestion des ressources côtières a évolué. En particulier, l'approche centralisée ou « descendante » de la gestion des ressources a été abandonnée au profit de ce que l'on appelle couramment la gestion communautaire, ou « ascendante ». Ce changement radical s'observe en Océanie, où la politique des pouvoirs publics et les stratégies des bailleurs de fonds internationaux s'attachent systématiquement à stopper la dégradation de l'environnement côtier et à inverser la tendance grâce à une collaboration avec les populations locales (par exemple King and Lambeth 2000; LMMA 2003).

### Capital social et gestion collective des ressources

L'article qui suit est un résumé d'une thèse de doctorat que j'ai soutenue sur les fonctions du capital social dans la gestion communautaire des ressources côtières (GCRC) aux Îles Fidji, où des organisations non locales aident les populations locales dans leurs activités de gestion. L'expression de « capital social » a acquis une popularité croissante parmi les universitaires et les gestionnaires, qui la considèrent comme utile à l'obtention de résultats positifs du développement social et économique.

Sur la base de l'examen des principaux documents relatifs au capital social (par exemple Coleman 1988; Côté and Healy 2001; Fukuyama 1995; Harpham et al. 2002; Lin 2001; Putnam 2000; Putnam et al. 1993; Woolcock 1998), et pour les besoins de la présente étude, nous définissons le capital social comme un ensemble de valeurs telles que les normes de réciprocité et de relations sociales intrinsèquement liées à la structure sociale d'une société, qui permettent aux individus d'agir collectivement pour atteindre les objectifs qu'ils souhaitent. Le point le plus important à souligner est qu'en développant le capital social, une collectivité peut instaurer des relations de confiance, qui ont une incidence sur le degré de collaboration auquel ils conduisent leurs actions.

Il importe particulièrement de connaître les théories relatives à la mise en commun des ressources quand on se penche sur la gestion des ressources naturelles. Elles expliquent pourquoi le capital social est nécessaire à la GCRC. D'après la littérature concernant le « nouvel institutionnalisme », un point fait l'unanimité : la condi-

<sup>1</sup> J'ai conduit cette étude dans le cadre de ma thèse de doctorat, soutenue la Crawford School of Economics and Government, Université nationale d'Australie.

<sup>2</sup> College of Asia Pacific Studies, Ritsumeikan Asia Pacific University, 1-1 Jumonjibaru, Beppu, Oita 874-8577, Japon.  
Courriel : ysano@apu.ac.jp

tion nécessaire à une gestion durable des ressources est l'existence d'institutions qui donnent des pouvoirs aux communautés locales. En effet, les institutions réduisent l'incertitude en proposant des structures de gestion (North 1990) et en déterminant clairement les actions qui sont permises et celles qui sont interdites (Oakerson and Walker 1997). En outre, les institutions influent sur la manière dont une communauté évolue dans le temps parce qu'elles infléchissent les choix des gens 1) en intervenant sur la disponibilité des informations et des ressources, 2) en prenant des mesures d'incitation, et 3) en fixant les règles de base des transactions sociales (Nicholson 1993). Ainsi que des chercheurs en gestion des ressources collectives (par exemple Ahn and Ostrom 2001; Ostrom 1990; Ostrom 1998a; Rudd 2000) l'ont soutenu, il faut un certain degré de confiance entre les utilisateurs des ressources pour que les institutions perdurent. Pour éviter les problèmes couramment posés par les deux éléments essentiels que sont la soustraction et l'exclusion, l'exploitation durable des ressources collectives nécessite la coopération des utilisateurs (Ostrom 1990); dans une certaine mesure, ceux-ci doivent obéir à des normes communes et comprendre les règles régissant l'exploitation des ressources, de manière à maintenir les institutions en place.<sup>3</sup> Il s'ensuit que le capital social joue un rôle essentiel dans la gestion des ressources collectives.

Pour examiner de manière empirique la façon dont le capital social fonctionne dans la GCRC, cas particulier de la gestion des ressources collectives régulée par des interventions extérieures, la recherche décrite ici porte sur les deux dimensions du capital social : le capital de cohésion (*bonding*) et le capital de liaison (*bridging*). Le *capital social de cohésion* se définit par les liens existant parmi des groupes plus ou moins homogènes ; il caractérise une communauté. Le *capital social de liaison*, quant à lui, se définit par les liens existant entre des groupes sociaux divers et correspond à la notion de capital social entre la communauté et des organismes extérieurs (Gittel et Vidal 1998; Putnam 2000: 22–23).

La notion de nature bidimensionnelle du capital social est utile pour expliquer la situation de la GCRC aux Îles Fidji. Les Fidjiens eux-mêmes voient dans la vie du village une source d'identité et un symbole d'unité. Ces liens forts — ou un capital social de cohésion fort — ont contribué à la coopération dont les Fidjiens ont fait preuve pour maintenir une institution essentielle pour la protection de leurs ressources : le système d'aires de pêche coutumières désigné par *qoliqoli*. D'un autre côté, en réponse au problème de la dégradation des ressources causée par des méthodes d'exploitation non pérennes, des ONG ont pro-

mu des projets de GCRC dans des villages fidjiens. Ces projets reposent sur la théorie des ressources collectives, qui encourage l'auto-gouvernance exercée par les villageois. Ce faisant, les ONG confèrent une certaine autonomie aux membres de la communauté en fournissant les connaissances, les savoir-faire et des suggestions visant à redynamiser les pratiques d'exploitation traditionnelle des ressources, plus précisément une aire marine protégée (AMP) ou un *tabou*<sup>4</sup> (Veitayaki et al. 2001:1). Bref, les projets des ONG visent à établir un capital social de liaison dans le contexte de la GCRC.

Les AMP constituent un outil de conservation des ressources côtières dans l'ensemble du Pacifique, selon une approche communautaire. Dans le cas de Fidji, le Réseau d'aires marines sous gestion locale (LMMA) a introduit des versions d'AMP sous gestion locale comme moyens de conservation des ressources côtières à l'échelon des communautés. Le Réseau LMMA, mis en place en octobre 2000, était formé d'un groupe de parties prenantes de la conservation des ressources marines : communautés, universitaires, ONG, bailleurs de fonds et organismes du secteur public. Une LMMA est « l'aire marine globale gérée par la communauté locale ou des groupes détenteurs de ressources (ou co-gérée avec une assistance extérieure) » (LMMA 2005:11). Bien que le site d'une LMMA puisse avoir un but et une conception très variables, deux aspects demeurent constants : 1) une aire bien définie ou désignée, et 2) une forte implication des communautés et/ou des collectivités locales dans la prise de décisions et leur mise en œuvre. Certaines parties des LMMA peuvent être décrétées « réserves totales » ou « zone de pêche interdite de certaines espèces », selon les conditions locales et les buts poursuivis en matière de conservation.

## Méthodes

À l'aide d'un cadre analytique fondé sur la littérature relative aux ressources collectives et au capital social, j'ai examiné dans quelle mesure le capital social joue un rôle catalyseur et influe sur la durabilité de la GCRC, avec l'intervention d'organismes extérieurs (ONG, par exemple). Le défi de la gestion des ressources collectives consistant à amener les gens à collaborer afin de maintenir les institutions, une façon de mesurer la « GCRC pérenne » consiste à examiner : 1) si les utilisateurs des ressources ont une perception commune des règles et 2) s'ils obéissent à ces règles. De nombreux scientifiques (par exemple Bullen and Onyx 1998; Halpern 2005; Woolcock and Narayan 2000) ont souligné que mesurer le capital social est un sujet de controverse. Les formes du capital social diffèrent non seulement selon la société

<sup>3</sup> Douglass North définit les institutions comme « les règles du jeu en vigueur dans une société ou, plus concrètement, les contraintes conçues par les individus qui président aux interactions humaines. » Alors que la législation de l'État est une forme d'institution, les institutions peuvent aussi être de nature informelle : les normes sont semblables à des règles, mais sont considérées comme le standard informel parmi un groupe d'individus donnés. Il faut noter que les « institutions » sont à distinguer des « organisations », qui sont des « groupes d'individus animés d'un but commun pour atteindre des objectifs » (North, D.C. 1990. *Institutions, institutional change, and economic performance*. New York: Cambridge University Press.)

<sup>4</sup> Le *tabou*, pratiqué à l'origine dans des buts sociaux et spirituels, consiste dans la fermeture temporaire d'une partie du *qoliqoli* ou une interdiction de pêcher certaines espèces. En particulier, lors du décès d'un grand chef, un *tabou* de 100 jours est souvent imposé sur une certaine partie du *qoliqoli* en signe de respect. Dans le contexte de la gestion communautaire des ressources côtières aux Îles Fidji, *tabou* désigne une aire marine protégée (AMP) où les villageois n'ont pas le droit de capturer des créatures marines, quelles qu'elles soient. Le Réseau LMMA considère que les aires marines sous gestion locale (LMMA) diffèrent des AMP en ce qu'elles se caractérisent par la propriété (et/ou le contrôle) détenue par la population locale, tandis que les AMP sont généralement conçues selon une approche de la gestion hiérarchisée de haut en bas. Si l'on suit la définition large de l'UICN, le terme d'AMP est employé ici comme synonyme de la LMMA de Fidji.

en question, mais aussi au niveau opérationnel. De fait, elles évoluent dans le temps. C'est pourquoi les instruments de mesure doivent se concentrer sur toute une gamme de dimensions du capital social (Narayan and Cassidy 1999). La présente recherche s'appuie sur des études précédentes qui ont tenté de mesurer le capital social et les résultats socioéconomiques dans plusieurs villages ruraux de différents pays en développement (Grootaert et al. 2003; Narayan 1997; Narayan and Pritchett 1999). Sur la base de ces études, le cadre d'indicateurs du capital social (fig. 1) a été utilisé pour examiner le capital social de cohésion et de liaison dans le contexte de la GCRC aux Îles Fidji.

Les sites étudiés sont les districts de Cuvu et Wai, deux des 21 districts de la province de Nadroga/Navosa, sur la côte sud-ouest de l'île de Viti Levu. Ces deux districts ont collaboré avec des ONG sur des projets de GCRC, dans le cadre du Réseau LMMA de Fidji. Du fait de leur différence de proximité et d'accès à l'économie de marché, ces deux zones présentent logiquement des caractéristiques différentes, qui pourraient être conceptualisées par les notions de capital social de cohésion et de liaison. D'un autre côté, elles ont les trois caractéristiques suivantes en commun : 1) elles présentent des éléments typiques de la gestion des ressources collectives, régi par le système fidjien de propriété coutumière des espaces marins ; 2) les résidents ont bénéficié du soutien d'organisations extérieures, d'ONG par exemple, pour l'aménagement d'une AMP ; et 3) les activités de gestion des ressources côtières bénéficiant du soutien d'organisations extérieures, la planification de la gestion par exemple, impliquaient la participation de la communauté.

Le premier site étudié est le district de Cuvu,<sup>5</sup> situé près de la route principale, et à proximité de la ville de Sigatoka. L'industrie du tourisme, dans et près du district, fournit des emplois aux résidents. Dans ces conditions,

et conformément aux affirmations des sociologues (Gilbert and Gugler 1982; Sandel 1984) selon lesquelles une communauté modernisée ne partage pas de valeurs, on pensait que les communautés du district de Cuvu présenteraient un niveau relativement bas de capital social de cohésion et un niveau élevé de capital social de liaison. Depuis 1999, l'ONG Partenaires dans le développement communautaire de Fidji (PCDF) participe activement à la GCRC à Cuvu.<sup>6</sup>

Le deuxième site étudié est le district de Wai, situé dans la province occidentale de Nadroga/Navosa et qui comprend six villages. Quatre de ceux-ci, y compris le village principal de Lomawai, sont situés le long de la côte, à 5 km environ de la route principale. Les deux autres sont situés dans les terres. Depuis 1999, l'antenne fidjienne du WWF travaille avec les résidents des villages de Wai sur un projet de gestion communautaire des ressources côtières. Par rapport au district de Cuvu, celui de Wai est isolé, et l'on pouvait s'attendre à ce que les villageois présentent un niveau plus élevé de capital social de cohésion et un niveau plus bas de capital social de liaison.

Les travaux de collecte de données sur le terrain ont été réalisés pendant une période de huit mois, en 2003 et 2004. Cinquante-trois entretiens ont été conduits avec diverses personnes, notamment des chefs de village, des chefs coutumiers, des anciens, des « gardiens » des ressources halieutiques, des villageoises, des membres d'ONG, des fonctionnaires de l'État et d'autres. Pour obtenir des données quantitatives, une enquête individuelle a été conduite auprès de 60 personnes de Cuvu et 62 de Wai. En outre, des informations de référence ont été recherchées dans des documents officiels des pouvoirs publics fidjiens. Par triangulation (Maxwell 1996; Patton 2002; Tashakkori and Teddlie 1998), un chercheur peut associer des données et des informations recueillies selon ces méthodes multiples et confirmer leur exactitude.

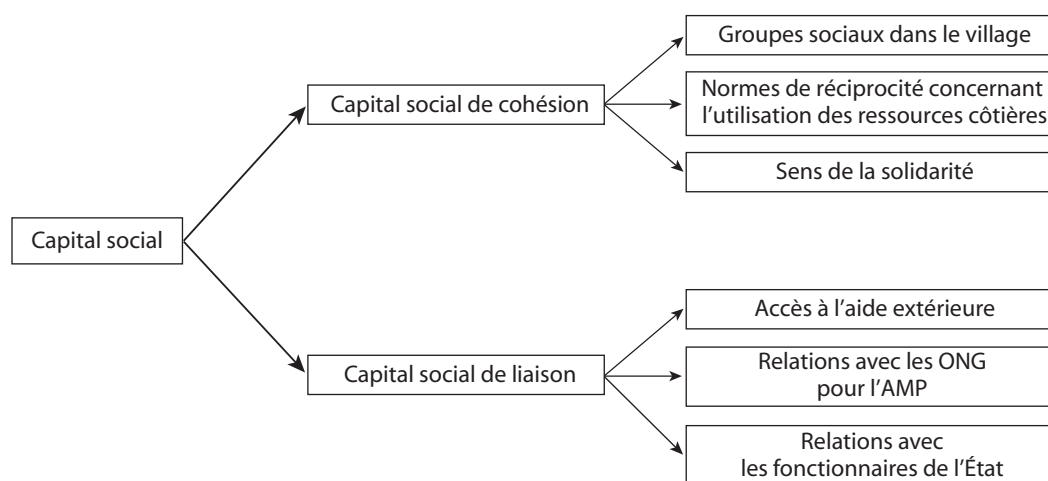


Figure 1. Cadre d'indicateurs du capital social utilisé dans la présente étude.

<sup>5</sup> Le district de Cuvu comprend sept villages côtiers qui partagent traditionnellement une zone de pêche coutumière avec le village voisin qui relève du district de Tuva. En raison de ces liens historiques entre les villages, l'ONG PCDF travaille, depuis 1999, avec les huit villages pour conduire un projet de gestion des ressources côtières. C'est pourquoi, pour les besoins de ma recherche, le site de Cuvu désigne la zone qui inclut ces huit villages

<sup>6</sup> Le district de Cuvu et PCDF se sont retirés du Réseau LMMA de Fidji en 2004.

**Les institutions de GCRC de Cuvu et Wai**

Les types de règles que cette étude s’est attachée à identifier sont celles qui régissent les limites des ressources et leur appropriation. Il importe de comprendre ces limites si l’on veut élucider ce qui est géré, et pour le compte de qui. En bref, si l’on réduit l’incertitude quant aux personnes qui profiteront des pratiques de gestion et celles qui assumeront les frais, des limites clairement définies augmentent les chances de réussite. Dans les cas de GCRC de Fidji, il existe deux types de limites de gestion des ressources collectives : ce sont les limites du *qoliqoli* et celles des AMP, principal outil de conservation des ressources dans les zones côtières. La figure 2 montre la manière dont ces limites sont définies sur des cartes, d’après une carte officielle de *qoliqoli*.

L’État et la population fidjienne se partagent les eaux côtières et les ressources naturelles. Bien que ce système de double propriété soit complexe et souvent mal compris par la population (Lagibalavu 1994), les habitants des villages de Cuvu et Wai sont au courant de cette question et comprennent bien la manière dont les droits de propriété sont attribués. Des projets conduits avec l’aide d’ONG ont permis aux résidents des deux districts de mieux connaître l’accord régissant leurs droits de propriété et leurs activités halieutiques dans le *qoliqoli*. Tous les villageois connaissent également les limites de l’AMP.

Les habitants des districts de Cuvu et Wai connaissent bien les règles d’appropriation. Tous savent que la pêche est interdite dans leur AMP, de même que l’emploi de certains types d’engins. Il semble que, bien que les villageois ne connaissent pas exactement la taille limite des mailles imposée par la Loi fidjienne sur la pêche, ils savent que l’emploi de filets à mailles fines est interdit.

Avant d’examiner dans quelle mesure la GCRC peut être considérée comme un outil de gestion durable des ressources collectives, il faut se demander si les utilisateurs

des ressources obéissent aux règles. Si le nombre d’habitants qui observent les règles est restreint, l’institution a peu de chances de perdurer. Bien que le respect des règles soit essentiel pour pérenniser la gestion des ressources, aucune des ONG n’avait recueilli de données sur le respect des règlements locaux par les villageois. Étant donné qu’il est difficile de mesurer directement le respect des règlements, le questionnaire d’enquête demandait aux répondants comment ils *percevaient* le respect des règles dans leur propre village.

La figure 3 illustre la manière dont les habitants des villages perçoivent le respect des règlements régissant l’AMP située dans leur espace marin. On constate que 40,4 % seulement des résidents de Wai « respectent toujours » ou « respectent la plupart du temps » les règlements halieutiques. Cinquante-six pour cent répondent que « certains ne les suivent pas » ou « la plupart d’entre nous ne les suivent pas ». En revanche, les résidents de Cuvu manifestent un plus grand respect des règlements de l’AMP : 72 pour cent répondent « nous les suivons tous » ou « la plupart du temps, nous les suivons. » D’autres personnes interrogées révèlent toutefois que certains violent les règles de propriété. Ces contrevenants sont des personnes extérieures aux villages, ou les villageois eux-mêmes. Parmi les raisons invoquées pour ces violations, les villageois citent la méconnaissance de l’importance de la conservation, et le manque de respect des autres résidents manifesté par les jeunes.

**Le capital social de cohésion dans les districts de Cuvu et Wai**

Les ouvrages théoriques (Fedderke et al. 1999) postulent que le capital social de cohésion aide un groupe à rationaliser les règles et les normes, en facilitant la circulation de l’information, qui incite les membres à s’y conformer. La société fidjienne impose des obligations et des exigences d’ordre traditionnel aux individus, en particulier à ceux qui habitent dans des villages, d’où certaines caractéris-

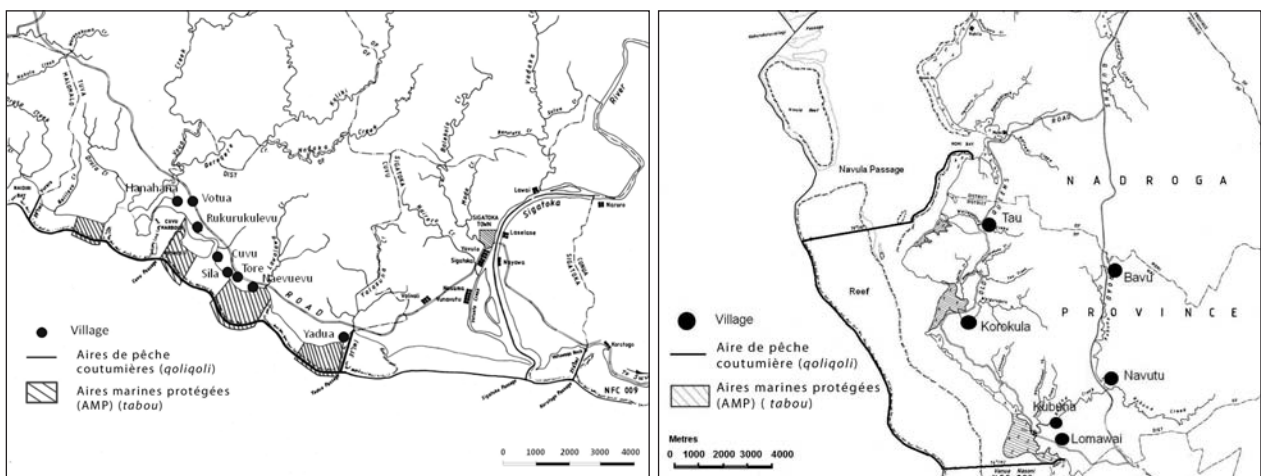


Figure 2. *Qoliqoli* et AMP à Cuvu et Wai.<sup>7</sup>

<sup>7</sup> Les cartes originales du *qoliqoli* produites par le Ministère des affaires fidjiennes ont été modifiées par l’auteur.



tiques dominantes telles que l'existence de liens forts propices à une gestion collective des ressources côtières.

#### a) Les groupes sociaux dans les villages

La plupart des groupes sociaux, dans les deux districts, sont liés à la vie religieuse. Ils comprennent notamment l'école dominicale pour les enfants, le groupe de jeunes (Méthodistes), et des groupes de femmes et d'hommes. Tous les résidents peuvent y adhérer et il n'y a pas d'autre condition d'adhésion que le sexe et l'âge. La plupart des gens sont donc membres d'un de ces groupes, à moins de n'appartenir à une autre confession que l'Église méthodiste. Tous ces groupes se réunissent régulièrement, une fois par semaine.

Outre les groupes sociaux confessionnels, les villageois ont mentionné l'existence de quelques groupes sociaux dans les villages des deux districts. Les mamans rejoignent le club des mères d'une école primaire et participent aux activités de celle-ci. Les hommes âgés forment un groupe d'anciens, mais les femmes âgées appartiennent au groupe des femmes. Une équipe de rugby réservée aux hommes de Cuvu a été formée, mais il n'existe pas de groupe sportif ni d'équipe pour les femmes. Selon les villageois, cela résulte du fait que le secteur touristique offre de meilleurs emplois aux femmes à proximité des villages. L'un des villages de Cuvu (Rukurukulevu) a aussi un groupe de jeunes résidents qui donnent à l'occasion des spectacles de *meke*, une danse traditionnelle fidjienne, pour les touristes des complexes hôteliers du coin. Hormis le groupe d'anciens, aucun groupe ne participe à des activités liées à la gestion collective des ressources côtières. L'avis des anciens étant très respecté par les villageois, les décisions qu'ils prennent lors de leurs réunions peuvent avoir une incidence sur ces activités.

#### b) Les normes de réciprocité en matière d'exploitation des ressources côtières

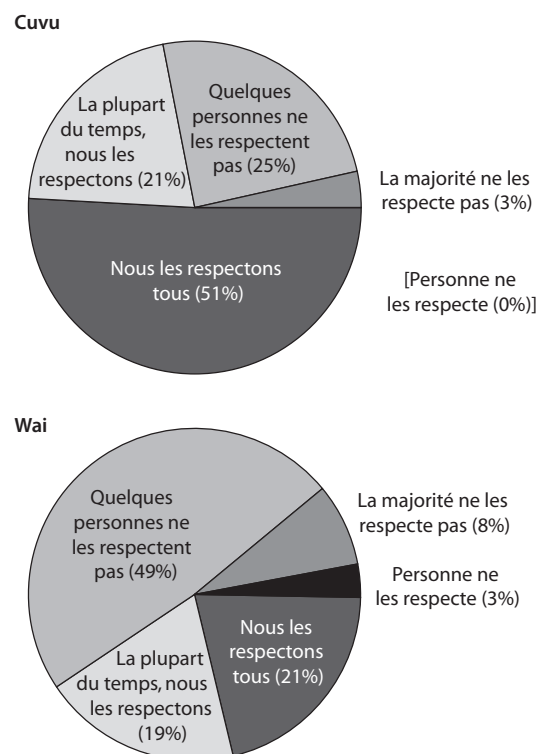
D'après les études conduites à ce sujet, les Fidjiens cultivent généralement des liens puissants fondés sur la parenté, favorables à des relations de réciprocité (Frazer 1973; Nayacakalou 1978; Ravuvu 1983). Ils semblent admettre couramment l'existence d'une réciprocité de haut niveau, et toutes les personnes interrogées soulignent la solidité de leurs liens de parenté et la manière dont elles s'entraident dans la vie quotidienne. Au cours d'entretiens, formels ou non, de nombreux répondants ont souvent évoqué l'importance de la famille et leur responsabilité envers d'autres membres de la famille. En outre, les Fidjiens reconnaissent l'existence d'un degré élevé de réciprocité, même entre clans ou tribus différents.

Pour examiner les relations de réciprocité entre villageois en matière d'exploitation des ressources marines, les enquêteurs ont demandé aux participants 1) ce qu'ils font lorsqu'ils empruntent des engins de pêche et 2) ce qu'ils font lorsqu'ils pêchent plus de poissons que nécessaire. (Le tableau 1 indique la fréquence d'emprunt d'engins de pêche à d'autres résidents, et le tableau 2, les obligations des résidents qui empruntent des engins de pêche). Dans le district de Cuvu, 24 répondants sur 59 (40,1 %) ont indiqué qu'ils empruntent des équipements de pêche. Parmi les hommes, 60 %, contre 26,5 % seulement des femmes,

répondent qu'ils empruntent des engins de pêche. Bien que la plupart des femmes vont pêcher, nombreuses sont celles qui n'utilisent aucun équipement, car elles vont surtout sur le récif ramasser des ressources. Le rapport entre les hommes et les femmes qui ont besoin d'emprunter des engins de pêche penche donc en faveur des hommes.

Parmi les personnes qui indiquent emprunter des engins de pêche, 75 % donnent une partie de leurs prises au propriétaire des engins. Les habitants de Cuvu expliquent la façon dont fonctionnent les relations de réciprocité en soulignant tous qu'ils n'échangent pas d'argent entre eux. « Lorsque nous rentrons de la pêche, et si nous avons beaucoup de poissons, nous devons donner une partie de la prise au propriétaire du filet. Ainsi, il peut nous donner (prêter) un filet à chaque fois qu'on le lui demande, sinon ça ne marche pas. Les gens ne donnent jamais d'argent, dans notre village. Il suffit de donner quelques poissons quand on rentre, parce que nous sommes tous pour ainsi dire cousins. »

Dans le district de Wai, les femmes empruntent des engins plus souvent que les hommes. Alors que 43,3 % des femmes ont indiqué emprunter des engins de pêche, 66,7 % des hommes étaient propriétaires de leurs engins et n'en empruntaient pas à autrui. Nombre d'habitants de Wai tirant leurs revenus de la pêche, et vu l'importance de l'équipement de pêche, davantage de personnes sont propriétaires de leurs engins qu'à Cuvu. C'est surtout le cas des hommes, qui utilisent des filets relativement grands, ainsi qu'un bateau pour prendre suffisamment de poissons à vendre.



**Figure 3.** Respect des règles régissant l'AMP  
 (« Diriez-vous que les règles de pêche dans les eaux appartenant au village sont observées par les résidents ? »)  
 (Cuvu: n=57, Wai: n=62).



Contrairement aux habitants de Cuvu, trois hommes de Wai sur neuf empruntant du matériel indiquent qu'ils versent de l'argent au propriétaire. Les villageois expliquent que les hommes empruntent parfois un bateau à moteur et que l'argent versé au propriétaire sert à payer le carburant, et non l'utilisation du bateau. Les femmes ne paient généralement rien quand elles empruntent un engin. Bien que la taille de l'échantillon ne soit pas suffisamment grande pour permettre des conclusions définitives, on peut dire que 13 femmes sur 14 (92,9%) qui empruntent des engins à d'autres ont indiqué remettre une partie de leurs prises au propriétaire. Aucune des femmes n'a indiqué qu'elle versait de l'argent, mais des entretiens informels ont révélé qu'elles versent généralement 0,58 dollar fidjien<sup>8</sup> par personne et par jour pour le carburant lorsqu'elles utilisent un bateau.

Le tableau 3 indique la façon dont les villageois distribuent leurs prises excédentaires. Les résidents de Cuvu ne les vendent pas, hormis dans quelques cas, celui des holothuries par exemple. La plupart des répondants (86,4%) donnent leurs surplus à des parents qui le redistribuent à d'autres membres de la famille.

Comme les résidents de Cuvu, ceux de Wai font preuve de réciprocité en partageant leurs prises avec d'autres personnes. Ainsi, lorsque je me suis rendue dans les villages, mes hôtes ont reçu des poissons d'un cousin et d'autres parents, qui les avaient préparés pour la famille. Lors d'une cérémonie marquant les cent jours écoulés depuis le décès du frère de la mère de ma famille hôte, des parents et des voisins ont offert une fête et se sont partagé les frais. La famille en fera autant à l'intention de parents et voisins lors de cérémonies futures. Toutefois, au quotidien, la pêche est une source importante de revenus pour les habitants de Wai. Après avoir réservé des poissons pour leur propre famille, la plupart des répondants (75,5%) vendent leurs prises à des intermédiaires, dans le village ou sur les marchés des villes.

### c) *Le sens de la solidarité entre villageois*

Pour examiner le sens de la solidarité parmi les résidents, on a demandé aux personnes interrogées qui, à leur avis, serait désigné pour intervenir en cas de soudain déclin des prises à l'échelon local. Près de 83% des répondants des deux districts ont indiqué qu'ils résoudraient collectivement le problème, tout en suggérant des niveaux d'intervention différents (tableau 4). À Cuvu, près de la moitié (48,3%) des habitants ont répondu que le district tout entier unirait ses forces pour résoudre le problème, tandis qu'un tiers (32,8%) pensait que le village tout entier s'y emploierait.

Par ailleurs, les entretiens ont montré que les habitants de Cuvu considèrent généralement la solidarité, au niveau du district, comme un facteur important dans la gestion de l'AMP, même si certains villages de Cuvu revendiquent des droits de propriété villageoise (Sano, sous presse). Le commentaire suivant illustre bien le principe

d'unité que suivent les villageois et qui les conduit à trouver de meilleures idées et des solutions pour la gestion des ressources : « Si chaque village pratique la conservation individuellement, il peut y avoir des problèmes. Mais si nous amenons le district tout entier à travailler ensemble, si tous les gens qui pêchent dans la zone travaillent ensemble, alors la conservation sera renforcée, parce que tout le monde respectera les règles de l'AMP. »

À Wai, la proportion de personnes qui indiquent qu'elles résoudre collectivement le problème est plus faible. Alors que 30,5% des répondants disent que le problème est résolu à l'échelon du village, 16,9% disent qu'il l'est au niveau du district. En outre, 22% indiquent que tous les chefs de village travaillent ensemble. Une conclusion à noter est que 23,7% des répondants de Wai indiquent que l'ONG est en mesure de traiter le problème, pourcentage beaucoup plus élevé qu'à Cuvu (1,7%). Bien qu'il soit difficile de tirer des conclusions définitives, cela laisse à penser que les résidents de Wai sont unanimes à penser que quelqu'un d'autre résoudra leurs problèmes.

### **Le capital social de liaison dans les districts de Cuvu et de Wai**

À la différence du capital social de cohésion qui établit des liens sociaux solides au sein d'une communauté, le capital social de liaison comporte des « liens lâches » qui véhiculent à un groupe des informations, des possibilités et des techniques que ce groupe ne possède pas lui-même. La circulation de l'information peut être facilitée par le capital social de liaison en raison d'une meilleure transparence et de coûts de transaction réduits. Granovetter (1973) affirme que l'entretien de relations moins intenses avec autrui est un facteur de force parce qu'elles donnent accès à de nouvelles informations ou à d'autres types de ressources qui ne sont pas accessibles à des personnes prisonnières de réseaux autonomes, très denses.

### a) *Accès à une assistance externe*

Aucun des deux districts n'a bénéficié de projets de développement à grande échelle. Ils ont obtenu un soutien de la part d'ONG, mais uniquement pour mettre en place une infrastructure limitée et pour replanter les mangroves, à quoi s'ajoutent les subventions octroyées par les autorités nationales pour l'installation de toilettes à chasse d'eau. Le district de Wai a attiré l'attention de chercheurs universitaires sur son projet de développement<sup>9</sup>. Les projets de développement conduits par des organismes extérieurs dans les deux districts ressortent du tableau 5, qui montre que Wai a bénéficié de davantage de projets que Cuvu. Une analyse qualitative montre toutefois que ces projets étaient de brève durée et d'envergure limitée. C'est pourquoi j'ai posé en hypothèse que les deux districts possèdent des niveaux similaires de capital social de liaison pour ce qui est de l'accès à une assistance extérieure en vue de la mise en valeur du village.

<sup>8</sup> 1 dollar fidjien = 0,58 dollar des États-Unis d'Amérique

<sup>9</sup> « Le projet SIG, outil de planification de développement touristique intégré géré par la communauté » a été exécuté par le Département Tourisme et accueil de l'Université du Pacifique Sud.

**Tableau 1.** Emprunt d'engins de pêche.

	District de Cuvu			District de Wai		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Empruntent les engins	15 (60,0%)	9 (26,5%)	24 (40,1%)	9 (33,3%)	13 (43,3%)	22 (38,6%)
N'empruntent pas d'engins	10 (40,0%)	25 (73,5%)	35 (59,3%)	18 (66,7%)	17 (56,7%)	35 (61,4%)

**Tableau 2.** Contrepartie de l'emprunt d'engins de pêche.

	District de Cuvu			District de Wai		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Aucune obligation	5 (33,3%)	1 (11,1%)	6 (25,0%)	0 (0,0%)	0 (0,0%)	0 (0,0%)
Versement d'argent	0 (0,0%)	0 (0,0%)	0 (0,0%)	3 (33,3%)	1 (7,1%)	4 (17,4%)
Don d'une partie des prises	10 (66,7%)	8 (88,9%)	18 (75,0%)	6 (66,7%)	13 (92,9%)	19 (82,6%)
Total	15	9	24	9	14	23

**Tableau 3.** Utilisation du surplus de prises.

	District de Cuvu			District de Wai		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Vente au village	1 (4,0%)	1 (2,9%)	2 (3,4%)	17 (63,0%)	12 (40,0%)	29 (50,9%)
Troc avec d'autres résidents	0 (0,0%)	0 (0,0%)	0 (0,0%)	1 (3,7%)	0 (0,0%)	1 (1,8%)
Don au chef	2 (8,0%)	1 (2,9%)	3 (5,1%)	1 (3,7%)	1 (3,3%)	2 (3,5%)
Don à des parents	22 (88,0%)	29 (85,3%)	51 (86,4%)	5 (18,5%)	9 (30,0%)	14 (24,6%)
Don aux autres résidents	0 (0,0%)	1 (2,9%)	1 (1,7%)	0 (0,0%)	1 (3,3%)	1 (1,8%)
Vente au marché	0 (0,0%)	0 (0,0%)	0 (0,0%)	2 (7,4%)	7 (23,3%)	9 (15,8%)
Autre	0 (0,0%)	2 (5,9%)	2 (3,4%)	1 (3,7%)	0 (0,0%)	1 (1,8%)
Total	25	34	59	27	30	57

**Tableau 4.** Comment résoudre un problème touchant les ressources (« En cas de déclin soudain des prises dans les eaux du village, qui, à votre avis, interviendrait pour remédier à la situation ? »)

	Cuvu	Wai
Chaque ménage, individuellement	1 (1,7%)	1 (1,7%)
Les membres du sous-clan, entre eux	4 (6,9%)	0 (3,4%)
le village tout entier	19 (32,8%)	18 (30,5%)
Tous les chefs de village, ensemble	4 (6,9%)	13 (22%)
Le district tout entier	28 (48,3%)	10 (16,9%)
Une ONG	1 (1,7%)	14 (23,7%)
Un fonctionnaire de l'État	1 (1,7%)	3 (5,1%)
Total	58	59

**Tableau 5.** Projets des districts de Cuvu et de Wai bénéficiant du soutien d'organisations extérieures (OISCA : Organisation internationale pour le progrès industriel, spirituel et culturel)

	Title	Groupe cible	Année	Organisation de soutien ou d'exécution
Wai	Installation de citernes d'eau potable	Villages de Lomawai et Kubuna	1996	OISCA
	Projet SIG, outil de planification de développement touristique intégré géré par la communauté	Représentants de tous les villages	2004 (2 jours)	Département Tourisme et accueil, Université du Pacifique Sud
	Plantation de la mangrove	Village de Lomawai	2004 (1 jour)	Peace International Association
Cuvu	Programme La forêt des enfants	Élèves de l'école du district de Cuvu	1993	OISCA
	Plantation de la mangrove	Villages de Yadua et Tore	1995	OISCA

### b) Relations avec des ONG en vue de la gestion d'AMP

Les projets de gestion collective des ressources côtières de Cuvu et Wai ont commencé en 1999, avec l'assistance d'ONG (Partners in Community Development Fiji — PCDF, et l'Organisation mondiale de protection de la nature — WWF). Des entretiens avec des représentants de ces deux ONG ont révélé que celles-ci mettent l'accent sur « une approche ascendante de la promotion de la conservation des ressources côtières ». Elles prennent la participation et l'esprit d'initiative des résidents au sérieux, ainsi que l'ont indiqué deux agents de ces ONG : « Les communautés participent elles-mêmes à la prise de décisions. Toutes les questions doivent être posées par la communauté. C'est un plan de gestion communautaire. C'est pourquoi nous organisons des ateliers communautaires, auxquels nous faisons participer toutes les parties prenantes, c'est-à-dire des représentants des services des pêches, de l'environnement, de la foresterie et de l'agriculture. » « Ce n'est pas nous qui avons décrété le *tabou* (AMP). C'est la population qui en a pris l'initiative. Nous avons facilité les débats, dans les villages, et tout le monde a accepté », a remarqué un agent d'une autre ONG.

Bien que les deux ONG aient suivi des approches participatives, les possibilités offertes aux villageois étaient différentes selon le district. Pour mesurer le degré de participation des villageois à la planification de l'AMP, les personnes interrogées ont dû indiquer combien de fois elles avaient participé à un atelier ou une formation sur l'AMP. D'après le tableau 6, la participation était différente dans les deux districts ( $P < 0,05$ , test t). Les habitants de Wai avaient une possibilité relativement limitée de participer à des ateliers de gestion de l'AMP.

**Tableau 6.** Différence de fréquentation des ateliers entre les deux districts

Moyenne		Valeur T	Valeur P
Cuvu	Wai		
2,47	1,98	2,516	0,013

Cuvu: n=55, Wai: n=60

Il semble que la participation plus faible des habitants de Wai s'explique par le mode d'organisation des ateliers par le WWF. Les ateliers de gestion organisés par le WWF se déroulaient dans l'un des villages de Wai, et certains résidents sélectionnés dans d'autres villages ont fait tout un voyage pour participer aux ateliers. Comme l'a déclaré un répondant, « Depuis 1999, c'est la première fois cette année (mars 2004) que le WWF s'est rendu dans tous les villages, un par un. C'est pourquoi il a payé le billet aux participants pour qu'ils viennent à ce village... Cinq personnes ont été choisies dans chaque village : les représentants de la communauté, *Turaga ni Koro* (le chef du village), une ou deux femmes, et deux jeunes. »

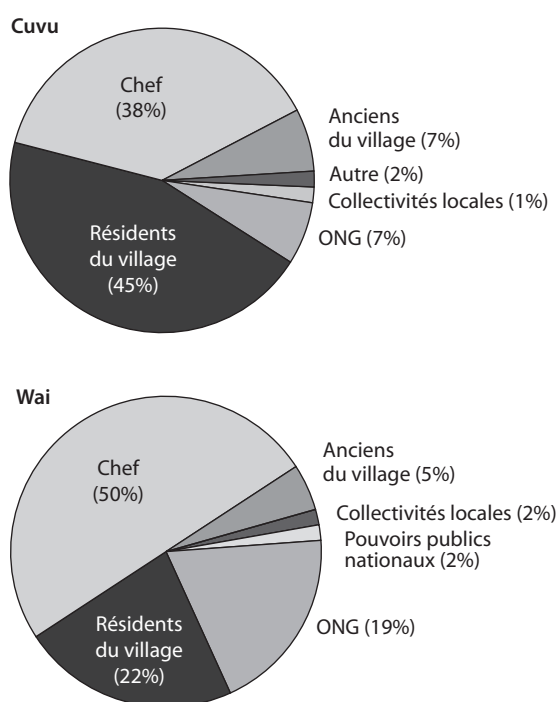
Il faut noter que les villageois des deux districts perçoivent différemment la présence d'ONG. Parmi les répondants de Wai, 19,4% ont indiqué que les ONG prenaient les décisions concernant les règlements de pêche (fig. 4). En revanche, les habitants de Cuvu ont été moins nombreux (6,7%) à répondre en ce sens). Cette différence s'explique peut-être par les modes différents de participation à chaque projet. Les habitants de Cuvu avaient plus de chances de participer à des ateliers de planification et de gestion parce que ceux-ci se déroulaient dans cinq villages différents au début du projet. En outre, la plus grande participation durant la phase de planification a peut-être donné aux villageois l'impression d'avoir la maîtrise du projet et de bien connaître l'ONG. Autrement dit, le degré de participation à des projets de gestion collective des ressources côtières pourrait dépendre de la manière dont le capital social de liaison des villages est conçu. Les résidents de Cuvu avaient moins de chances de s'impliquer dans le projet que ceux de Wai.

### c) Relations avec les fonctionnaires de l'État

Pour les représentants d'ONG, il est indispensable de collaborer avec les pouvoirs publics pour mettre en place une gestion durable des ressources. Au cours de la préparation du projet, les deux ONG (PCDF et WWF) ont pris contact avec les districts par l'intermédiaire du service provincial. En général, des agents de ces antennes locales de services du secteur public (services des pêches, des forêts, de l'environnement) sont invités aux ateliers, parce que les ONG considèrent qu'il importe de jeter un pont entre les villages

et les services de l'État si l'on veut mettre en place une gestion collective durable des ressources côtières. Comme l'a expliqué un représentant de PCDF, « lorsque nous organisons des ateliers dans les villages, nous invitons des agents des services des pêches et de l'environnement, de manière à suivre une démarche intégrée. C'est important parce que, lorsque nous nous retirons du projet, c'est le service compétent qui prend le relais. » Il semble toutefois que les villageois ne reconnaissent pas toujours le soutien que les pouvoirs publics accordent à leurs activités de gestion collective des ressources côtières. Seulement 1,7 % des répondants de Cuvu et 5,1 % de ceux de Wai indiquent que ce sont les fonctionnaires de l'État qui interviendraient en cas de soudain déclin des prises de poissons dans les eaux appartenant au village. Aucun répondant n'a déclaré que les pouvoirs publics prêtaient leur assistance à la gestion collective des ressources côtières. De fait, faute de moyens financiers et de compétences au niveau du service provincial, l'État n'est pas en mesure de mettre en œuvre ses propres projets de gestion des ressources, bien qu'il en reconnaisse l'importance.

En résumé, le capital social de liaison, qui se traduit dans les faits par des relations formelles et informelles entre les villages des deux districts et les services provinciaux, est faible. Par manque de main-d'œuvre et de budget, il est apparemment difficile aux agents des services provinciaux de se rendre dans chaque district, selon les instructions des autorités. En particulier, les services provinciaux n'affectent ni budget ni personnel à la gestion collective des ressources côtières, bien que les agents en connaissent l'importance. Ils facilitent au contraire la participation des ONG à la gestion collective des ressources côtières, en créant ainsi du capital social de liaison dans les villages.



**Figure 4.** Décideurs (« Qui prend les décisions en matière de modification des règlements halieutiques ? »)  
(Cuvu: n = 60, Wai: n = 62)

### Fonctions du capital social de cohésion en matière de gestion collective des ressources côtières dans les districts de Cuvu et de Wai

Le capital social de cohésion a deux grandes fonctions théoriques : 1) faciliter la compréhension commune et la connaissance parmi les utilisateurs des ressources, parce que des liens solides entre villageois facilitent la diffusion des connaissances, et 2) faciliter l'application des règlements, parce que la réciprocité peut servir à résoudre des dilemmes sociaux, ce qui implique d'évaluer dans quelle mesure les autres villageois seront des coopérateurs conditionnels.

En m'appuyant sur des matériaux recueillis pendant mon travail sur le terrain, j'affirme que, dans le cas de la gestion collective des ressources côtières pratiquée dans les districts de Cuvu et Wai, le capital social de cohésion joue deux rôles essentiels et contribue ainsi au bon fonctionnement des institutions : la promotion d'une compréhension commune et du partage des connaissances, et une meilleure application des règlements.

#### a) Promotion d'une compréhension commune et du partage des connaissances

Dans le contexte de la gestion collective des ressources côtières, le capital social de cohésion facilite la diffusion des connaissances et des informations entre villageois. Grâce à des liens solides, les informations et connaissances circulent aisément entre villageois. On en a relevé un exemple dans les réunions de village bien organisées. Dans chaque village du district de Cuvu, des réunions ont lieu tous les quinze jours, et tous les adultes y participent. Selon l'enquête, 83,3 % des répondants de Cuvu ont indiqué qu'en cas de modification des règlements halieutiques, les habitants obtiennent des informations à l'occasion de réunions de village (fig. 5). Au besoin, des réunions supplémentaires sont tenues. Bien que les femmes et les jeunes ne prennent généralement pas la parole au cours de ces réunions, pour des raisons de coutume et de hiérarchie, tous les villageois apprennent le contenu des décisions et la façon dont elles sont prises. Même si une personne est absente, il ne lui est pas difficile d'accéder à l'information, grâce au capital social de cohésion qui repose sur les relations étroites existant au sein de la famille et entre parents. En outre, tous les répondants ont indiqué que le chef du village est chargé de diffuser les informations. Les villages des deux districts étant relativement petits, les habitants sont en mesure de diffuser ces informations.

Comme ceux de Cuvu, les villages du district de Wai se réunissent tous les quinze jours, le lundi, dans leur maison commune. Tous les adultes doivent y participer. Bien que, contrairement à Cuvu, davantage de répondants aient choisi comme source d'information une ONG et le chef du village, 59 % des habitants de Wai ont indiqué qu'ils apprendraient au cours de ces réunions si un changement quelconque était apporté aux règlements halieutiques. Des chefs de village de Wai déclarent entretenir de fortes relations avec d'autres chefs, de sorte que l'information circule facilement entre eux. Les informations importantes émanant d'autres villages, par exemple les périodes d'ouverture des AMP, sont ensuite transmises

aux habitants des villages lors de la réunion du lundi. Un habitant souligne combien il importe de diffuser les informations pour rendre l'AMP efficace. « Il vaut mieux dire aux gens où est le *tabou* si l'on veut que personne n'y aille. Dans chaque village, le chef (Turaga ni Koro) se doit de diffuser les informations pour dire aux gens qu'ils peuvent aller pêcher dans les eaux appartenant au village, mais qu'ils ne peuvent pas pénétrer dans la zone *tabou*. »

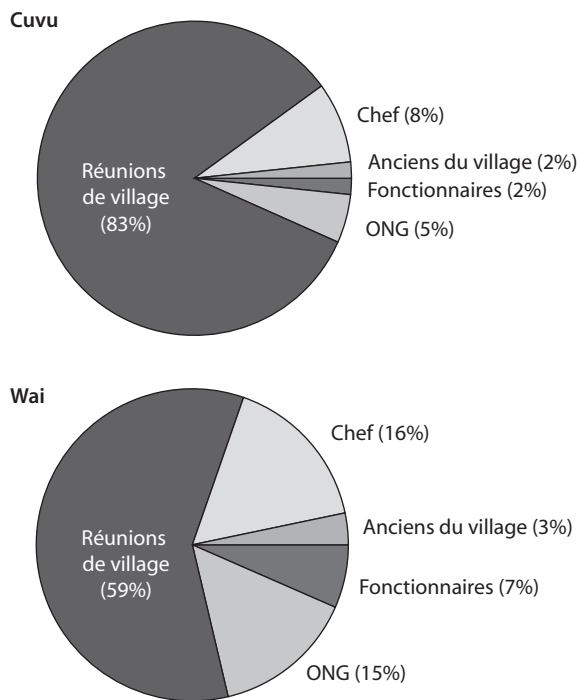


Figure 5. Source d'information dans le village (Cuvu: n = 60, Wai: n = 61)

#### b) Une meilleure application des règlements - Faciliter le règlement de contentieux

La gestion à long terme des ressources collectives passe nécessairement par l'application de règlements (Gibson et al. 2005), et le capital social de cohésion est important dans la mesure où il prévoit une surveillance appropriée et des sanctions. Dans les districts de Cuvu et de Wai, des « gardiens » des ressources halieutiques, sélectionnés parmi les villageois pour exercer une surveillance, sont chargés, au nom des autres villageois, de veiller à l'état des ressources et au comportement des utilisateurs. Les villageois connaissent personnellement ces gardiens, qui sont choisis parmi eux et comprennent leur rôle dans la gestion collective des ressources côtières. Comme l'indique Ostrom (2000:151), la condition requise pour une gestion durable des ressources collectives est l'instauration de relations fortes de confiance parmi les gardiens des ressources halieutiques. Les autres habitants du village peuvent ainsi être amenés à coopérer, sans avoir à craindre d'être exploités.

Les obligations réciproques incombant aux villageois permettent aussi de doser les sanctions. Grâce aux liens fondés sur la parenté, les sanctions locales ne sont que de simples avertissements, parce que le degré de confiance

et de réciprocité parmi les villageois est suffisamment élevé pour que les fautes soient pardonnées. En termes économiques, le coût de l'application des règlements reste modéré. Comme le montre Ostrom (1990), l'application peu coûteuse des règlements est une condition nécessaire à une gestion durable des ressources collectives.

#### Fonctions du capital social de liaison en matière de gestion collective des ressources côtières dans les districts de Cuvu et Wai

D'après les ouvrages publiés (par exemple Fedderke et al. 1999; Grafton 2005), le capital social de liaison remplit trois fonctions théoriques. Il facilite la compréhension de la gestion collective des ressources côtières et de ses règles par les parties prenantes en : 1) leur apportant de nouvelles connaissances et techniques émanant de groupes extérieurs, 2) établissant des liens entre communautés voisines et d'autres parties prenantes extérieures pour faciliter le règlement de conflits, et 3) instituant des règlements cohérents dans de multiples couches d'entreprises imbriquées.

##### a) Compréhension et connaissance de la gestion collective des ressources côtières par les villageois

Le capital social de liaison facilite l'accès à la connaissance des AMP dans les villages. Chaque villageois des deux districts a indiqué que c'étaient des ONG qui avaient suggéré d'aménager une AMP. Bien que les ONG attribuent aux villageois la paternité des activités de conservation menées dans les villages, il apparaît que les connaissances et techniques émanent de l'extérieur, au travers des activités conduites par les ONG. Un représentant de l'ONG a certes reconnu que l'aménagement d'une AMP englobant une petite partie seulement du *qoliqoli* n'est pas suffisamment efficace pour conserver la biodiversité, mais le capital social de liaison a certainement contribué à la création de savoirs dans les villages, de sorte que les résidents ont pris l'initiative de gérer leurs ressources naturelles.

Dans le district de Cuvu, le capital social de liaison semble avoir eu des effets plus tranchés. Grâce aux ateliers organisés par PCDF, les villageois ont reconnu que la conservation joue un rôle important dans leurs moyens de subsistance. Les ONG reconnaissent que la gestion des ressources à long terme suppose la transmission de leurs connaissances aux villageois. Les agents des deux ONG attendent des villageois qu'ils gèrent eux-mêmes les ressources de leur propre village. Clark démontre (Clark 1995:310) que les utilisateurs des ressources peuvent être les gestionnaires de leurs ressources au quotidien, tandis que les ONG considèrent qu'une stratégie efficace consiste à aider les villageois à s'organiser pour surveiller l'exploitation de leurs ressources. En outre, le représentant du WWF indique que les villageois qui ont suivi une formation à leur projet doivent transmettre leurs savoirs et leur expérience à d'autres villages, afin de vulgariser la bonne gestion des ressources naturelles. Un agent d'une autre ONG implantée à Suva, également membre du réseau FLMMA (Association fidjienne des aires marines protégées), confirme cet effet de diffusion : « Après notre succès dans un district, les habitants d'autres villages se sont intéressés à la conservation des ressources marines et ont souhaité avoir une zone *tabou* (AMP) dans leur



village. Ils ont appris ce succès du responsable du projet conduit dans un autre village, et nous ont demandé de travailler dans leur village. Parfois, la presse écrite et radiophonique contribue à transmettre l'information, mais l'important, c'est que la population locale qui a connaissance d'une bonne méthode de conservation en parle à d'autres personnes en employant son propre langage. »

**b) Établissement de liens avec des communautés voisines et d'autres parties prenantes extérieures pour faciliter le règlement de conflits**

Il importe que les villageois aient recours à des mécanismes internes fondés sur le capital social de cohésion, à l'échelon du village, pour faire bien comprendre les règlements locaux à leur niveau. D'un autre côté, lorsqu'une communauté est en conflit avec un individu ou un groupe extérieur à la communauté, il peut s'avérer nécessaire d'établir des liens avec d'autres communautés — communautés adjacentes ou voisines, ou personnes extérieures — pour atténuer le conflit, parce que ces liens facilitent la communication et l'échange de savoirs entre les parties.

À Cuvu, des liens ont été tissés avec l'extérieur pour résoudre des conflits potentiels avec une communauté voisine. Vu la mobilité des ressources côtières, on ne saurait décréter de règlement dans un village sans faire de même dans un village voisin, sinon les institutions ne seraient ni efficaces ni durables. L'instauration de réseaux entre villages permet donc de donner à ceux-ci des possibilités de communication et d'échange de savoirs. Un village, Yadua, a entrepris une collaboration avec un village voisin qui n'avait pas participé au projet. Pour faciliter la surveillance, le village de Yadua (district de Cuvu), envisagea de transférer son AMP plus près de la limite du village voisin, Volivoli. Ce lien de coopération entre villages devrait faciliter l'exploitation durable des ressources.<sup>10</sup> Le partage des connaissances en matière de conservation pourrait à terme influencer sur l'utilisation future du *qoliqoli* par le village voisin.

**c) Cohérence des règlements et des stratégies de gestion à de multiples niveaux**

Les activités de gouvernance organisées à de multiples niveaux de systèmes imbriqués, grands ou petits, permettent de résoudre divers problèmes, y compris des questions qui se posent à des échelles différentes (Ostrom 1990:102; Ostrom 2000:152). Les règles édictées à un niveau donné doivent prendre en compte les règles en vigueur à d'autres niveaux, sinon le système risque d'être incomplet et sa pérennité incertaine. Si le capital social de liaison transfère des savoirs des autorités au citoyen, il doit contribuer à l'organisation des règles et stratégies de gestion à l'échelon de base, conformément à la politique de l'État. Autrement dit, si le capital social de liaison transfère aux villageois des connaissances en matière de lois nationales, les règles communautaires édictées dans le cadre d'activités liées à la gestion collective des res-

sources côtières dans les deux districts devraient être compatibles avec le cadre législatif existant. Ainsi, des villageois sont nommés gardiens des ressources halieutiques par le Ministre de l'agriculture, de la pêche et des forêts, et leurs attributions sont précisées dans la loi relative à la pêche. Par le truchement des ONG qui s'efforcent de faire participer les organismes publics au projet, le service des pêches a envoyé un agent dans les villages pour dispenser une formation à ces gardiens et les certifier. Les ONG ont en outre donné aux villageois des informations sur la loi nationale en vigueur concernant les droits de propriété sur les ressources marines. Dans les deux zones visées par l'étude, les villageois savent dans quelle mesure la loi répartit la propriété des ressources entre la nation et les utilisateurs locaux des ressources. Cela a facilité la compréhension de la gestion collective des ressources côtières et contribué à rendre le système de gestion cohérent et stable.

Le capital social de liaison a également pour fonction d'assurer la cohérence des stratégies de gestion, de manière à faciliter l'exploitation durable des ressources à grande échelle. Les deux districts de Cuvu et Wai ont conduit des activités de gestion des ressources côtières dans le cadre du réseau LMMA, bien que Cuvu ait quitté celui-ci par la suite. Le réseau LMMA a mis au point un « cadre d'apprentissage » qui permet d'échanger savoirs, savoir-faire, ressources et informations entre projets participants. Ces derniers utilisent le cadre pour surveiller les activités, et les informations pour comprendre les facteurs contribuant au succès ou à l'échec des activités menées dans le cadre du projet. Des ONG qui ont conduit des projets de gestion collective des ressources côtières aux Îles Fidji sont bien connues des fonctionnaires provinciaux, en raison de leur mobilité et de leur appui financier.

**Effets du capital social de liaison sur le respect des règlements**

Jusqu'ici, les résultats de la présente étude confirment les fonctions théoriques du capital social de liaison, telles que décrites dans les articles publiés (Fedderke et al. 1999; Grafton 2005). Je voudrais toutefois souligner que le capital social de liaison peut influencer sur le respect des règlements portant sur l'exploitation des ressources. Ostrom (1990) indique que l'existence de règlements valables, découlant de la participation des personnes qui se les approprient, ne garantit aucunement que ces personnes les respecteront. L'auteur affirme que la surveillance de l'application du règlement est peut-être plus importante encore que la participation à la prise de décisions. Toutefois, des études de cas montrent que le comportement des exploitants des ressources est influencé par la possibilité de participer à l'établissement du règlement.

Chaque village des districts de Cuvu et Wai a désigné deux gardiens des ressources halieutiques qui conduisent ponctuellement des activités de surveillance. D'autre part, aucun suivi extérieur régulier n'est effectué, et aucune sanction extérieure n'est appliquée dans les deux

<sup>10</sup> Pour les besoins de cette thèse, le capital social de cohésion se définit comme l'ensemble des liens existant entre résidents d'un seul et même district. Les liens existant entre Yadua et Volivoli sont considérés comme relevant du capital social de liaison, bien qu'ils impliquent des relations de voisinage entre Fidjiens d'origine.

districts. Bien que rien ne les différencie quant au suivi et aux sanctions, le degré de respect des règlements locaux d'exploitation des ressources est plus élevé à Cuvu qu'à Wai, les villageois des deux districts ne participant pas au même degré à l'établissement des règlements, du fait de la procédure et des approches différentes suivies par les deux ONG. Comme l'a indiqué l'un des répondants :

Avant le lancement du projet, le WWF a commencé par rendre visite au chef de clan du principal village du district, à la suite de quoi une activité particulière a été mise au point. En résumé, le projet a mis l'accent sur l'avis du chef, et la possibilité offerte aux villageois de participer à la prise de décisions quant à l'aménagement de l'AMP était limitée. Peu de résidents pratiquant effectivement la pêche ont participé à l'élaboration du règlement ; ils n'ont donc pas eu le sentiment de participer à cette procédure. Un pêcheur considère que la décision d'aménager l'AMP a été prise unilatéralement par le chef : « Lorsque le *tabou* a été décrété (AMP), seul le chef a décidé de l'endroit. Personne d'autre n'a donné son avis. »

Selon ce même pêcheur, le choix du site de l'AMP par le chef précédent ne suffit pas à protéger les poissons juvéniles. Bien que l'on trouve ces poissons dans l'estuaire, l'AMP ne peut pas les protéger suffisamment, parce qu'elle est aménagée à un autre endroit. « Le *tabou* (AMP) devrait être décrété à un endroit où les poissons grossissent. J'ai vu beaucoup de petits poissons dans l'estuaire, mais les gens pêchent dans cette zone. Maintenant, nous avons le *tabou* à un autre endroit, mais il devrait se trouver dans l'estuaire. Il faudrait changer de site. D'autres gens, je veux dire des pêcheurs, savent cela. Si j'en avais l'occasion, j'aimerais soulever ce point lors d'une réunion de village ». Le chef actuel est d'accord avec le pêcheur, la participation n'a pas été suffisante. Bien que les résidents de Wai ayant participé à l'étude respectent le chef précédent, on a constaté un certain mécontentement envers l'autorité dont le chef est investi et la manière dont ses décisions peuvent influencer sur le respect des règlements relatifs à l'AMP par les résidents. Les particularités de la ressource doivent être prises en considération dans les règles de gestion collective des ressources, ainsi que l'indique Ostrom (1990). L'un des principes d'une gestion collective durable des ressources côtières est en effet celui-ci : « Les règles d'appropriation limitant la date, le lieu, la technique de pêche et/ou la quantité de poissons pêchés dépendent des conditions locales et des règles nécessitant de la main-d'œuvre, du matériel et/ou de l'argent. » (Ostrom 1990:90).

L'un des points importants que suggère ce principe, et qui est décrit en détail dans son ouvrage ultérieur (Ostrom 1998b), est que les règles doivent être en rapport avec les conditions écologiques locales. Toutefois, comme l'indique un habitant de Wai, les particularités des ressources marines de ces zones, qui résultent des interactions avec les habitudes d'exploitation des ressources par les villageois, n'ont pas été prises en considération dans l'élaboration des règlements en vigueur. L'adéquation des institutions aux conditions locales n'est peut-être pas aussi manifeste dans le district de Wai, une procédure n'ayant pas tenu compte des savoirs locaux des villageois, en particulier lors de l'élaboration du règlement. Cela dissuade les villageois de respecter les règlements halieutiques en vigueur.

## Conclusions

Dans cet article, j'analyse les rôles respectifs du capital social de cohésion et du capital social de liaison dans la gestion collective des ressources côtières, dans les districts de Cuvu et Wai. Selon des études antérieures conduites à Fidji, les pratiques traditionnelles contribuant à la conservation des ressources côtières ont perduré, dans une large mesure (voir par exemple Veitayaki et al. 2001). Les mesures visant à limiter ces pratiques — interdictions saisonnières, zones de fermeture temporaire, restrictions imposées à certains types ou méthodes de pêche — s'appuient sur des liens solides qui se sont établis au sein des communautés fidjiennes. Les normes hiérarchiques traditionnelles régissent le comportement des gens et exigent que les populations respectent les règles de la communauté. Ces règles sont souvent imposées de manière arbitraire par un chef ou un ancien, et il faut que des liens solides, inspirant la confiance au sein de la communauté, se tissent pour que les institutions de gestion collective des ressources côtières perdurent.

En construisant un capital social de liaison avec des ONG, les villages de Cuvu et Wai ont eu accès à de nouvelles connaissances et informations sur la gestion des ressources côtières et les AMP. Le capital social de liaison entre les communautés fidjiennes peut avoir pour effet d'atténuer ou d'éviter les conflits, en facilitant la compréhension des objectifs et des règles de gestion collective des ressources côtières en vigueur dans un autre village. En outre, le capital social de liaison relie le village et différents niveaux et types d'organisations, en particulier des organismes du secteur public. En apportant des connaissances aux villages, mais aussi en intégrant les organismes d'État à la gestion collective des ressources côtières, la compatibilité des règles locales - telles que le système de gardiens des ressources halieutiques — avec le cadre législatif existant peut être assurée, ce qui garantit une meilleure stabilité du système de gestion tout entier.

Les deux ONG ont choisi des stratégies différentes pour les projets qu'elles ont conduits dans les communautés, et les résultats sont différents. Lorsqu'elles ont instauré des relations tenant compte des intérêts de chaque membre de la communauté, au lieu de considérer celle-ci comme un tout homogène, les règles ont été mieux respectées. L'approche « individuelle », qui permet à certains villageois de participer à la formulation de l'AMP, a été plus fructueuse, en ce sens qu'elle a fait participer les membres de la communauté. En l'absence de participation, les savoirs et expériences des utilisateurs des ressources n'ont pas été pris en compte dans la planification de la gestion, d'où une moins bonne adéquation des institutions aux conditions locales. Pour pouvoir généraliser les effets des approches de la gestion collective des ressources côtières adoptées par les ONG, il faut toutefois examiner de plus près la façon dont d'autres facteurs, tels que l'attitude des chefs ou le degré de participation de chaque villageois à l'économie de marché, expliquent le degré variable de respect des règles locales par les villageois.

L'étude dont il est rendu compte ici visait à expliquer le rôle des différents types de capital social dans la gestion collective des ressources côtières aux Îles Fidji. Elle n'émet aucune hypothèse quant à la supériorité morale

d'un type donné de capital social dans la société fidjienne. Mais quelles que soient les caractéristiques du capital social au sein d'une communauté donnée, les Fidjiens des zones rurales subissent de plus en plus la pression de la mondialisation, et, par conséquent, les ressources naturelles locales subissent elles aussi des pressions. Ces changements qui affectent la vie des populations fidjiennes exigent une forte proportion de capital social de liaison pour les besoins de la gestion des ressources côtières. Cela permet aux membres de petites communautés d'accéder à de nouvelles idées, de nouvelles techniques et des moyens financiers, nécessaires pour améliorer l'état des ressources naturelles. Pour améliorer la gestion des ressources marines, à l'échelon des villages, la difficulté consiste à trouver une stratégie permettant d'instaurer le capital social de liaison, compatible avec le capital de cohésion existant.

### Remerciements

Je tiens à remercier les personnes interrogées et les participants aux enquêtes menées aux Îles Fidji, sans le concours desquels cette recherche n'aurait pas été possible. Je remercie aussi particulièrement les nombreuses personnes et organisations de Fidji, en particulier le Programme Pacifique Sud du WWF, Partners Community Development Fiji et le Département des sciences appliquées de l'Université du Pacifique Sud pour leur aide. Merci également à Luca Tacconi, Meg Keen, Joeli Veitayaki et Colin Filer qui ont supervisé la recherche. Merci à la Crawford School of Economics and Government, à l'Université nationale d'Australie, à la Foundation for Advanced Studies on International Development et au Programme conjoint de bourses universitaires de la Banque mondiale et du Japon pour leur concours financier.

### Bibliographie

- Ahn T.K. and Ostrom E. 2001. Social capital and the second-generation theories of collective action: An analytical approach to the forms of social capital. Annual Meeting of the American Political Science Association, Boston, MA.
- Bullen P. and Onyx J. 1998. Measuring social capital in five communities in NSW: A practitioner's guide. NSW, Management Alternatives. Available: <http://www.mapl.com.au/A2.htm>.
- Clark J.R. 1995. Coastal management handbook. Boca Raton, USA: CRC Press, Inc.
- Coleman J.S. 1988. Social capital in the creation of human capital. *American Journal of Sociology* 94:S95-S120.
- Côté S. and Healy T. 2001. The well-being of nations: The role of human and social capital. Paris, France: Organisation for Economic Co-operation and Development, Centre for Educational Research and Innovation.
- Fedderke J., De Kadt R and Luiz J. 1999. Economic growth and social capital: A critical reflection. *Theory and Society* 28:709-745.
- Frazer R. 1973. The Fijian village and the independent farmer. p. 75-96. In: *The Pacific in transition: Geographical perspective on adaptation and change*. Brookfield H. (ed.). Canberra: Australian National University Press.
- Fukuyama F. 1995. Social capital and the global economy. *Foreign Affairs* 74:89-103.
- Gibson C.C., Williams J.T. and Ostrom E. 2005. Local enforcement and better forests. *World Development* 33:273-284.
- Gilbert A. and Gugler J. 1982. Cities, poverty, and development: Urbanization in the third world. Oxford, U.K.: Oxford University Press.
- Gillett R. and Lightfoot C. 2001. The contribution of fisheries to the economies of Pacific island countries: A report prepared for the Asian Development Bank, the Forum Fisheries Agency, and the World Bank. Manila, Philippines: Asian Development Bank.
- Gittell R. and Vidal A. 1998. Community organizing: Building social capital as a development strategy. Thousand Oaks, USA: Sage Publications.
- Grafton R. Quentin. 2005. Social capital and fisheries governance. *Ocean and Coastal Management* 48:753-766.
- Granovetter M.S. 1973. The strength of weak ties. *The American Journal of Sociology* 78:1360-1380.
- Grootaert C., Narayan D., Woolcock M. and Nyhan-Jones V. 2003. Integrated questionnaire for the measurement of social capital (SC-IQ). The World Bank, Social Capital Thematic Group.
- Halpern D. 2005. Social capital. Cambridge: Polity Press.
- Harpham T., Grant E. and Thomas E. 2002. Measuring social capital within health surveys: Key issues. *Health Policy Planning* 17:106-112.
- Huber M. and McGregor K. 2002. A synopsis of information relating to marine protected area: volume 1. Apia, Samoa: Secretariat of the Pacific Regional Environmental Programme.
- King M. et Lambeth L. 2000. La gestion communautaire des ressources marines: Pour une gestion de la pêche de subsistance par les communautés océaniques. Nouméa, Nouvelle-Calédonie, Secrétariat général de la Communauté du Pacifique.
- Lagibalavu M. 1994. Traditional marine tenure and policy recommendations: The Fijian experience. p. 269-273. In: South R.G., Goulet D., Tuqiri S. and Church M. (eds). *Traditional marine tenure and sustainable management of marine resources in Asia and the Pacific*. University of the South Pacific, Suva, Fiji: International Ocean Institute.
- Lin N. 2001. Social capital: A theory of social structure and action. Cambridge: Cambridge University Press.

- LMMA Network. 2003. Learning framework for the Locally-Managed Marine Area Network (Version 2.1). Suva, Fiji: LMMA Network.
- LMMA Network. 2005. The Locally-Managed Marine Area Network 2004 Annual Report.
- Maxwell J.A. 1996. Qualitative research design: An interactive approach. Thousand Oaks, USA: Sage Publications.
- Narayan D. 1997. Voices of the poor - poverty and social capital in Tanzania. Washington DC: The World Bank.
- Narayan D. and Cassidy M. 1999. A dimensional approach to measuring social capital: Development and validation of a social capital inventory. *Current Sociology* 49:59-102.
- Narayan D. and Pritchett L. 1999. Cents and sociability: Household income and social capital in rural Tanzania. *Economic Development and Cultural Change* 47:871-897.
- Nayacakalou R.R. 1978. Tradition and change in the Fijian village. Suva, Fiji: University of the South Pacific.
- Nicholson, Norman. 1993. The state of the art. p.3-39. In: Ostrom V., Feeny D. and Picht H. Rethinking institutional analysis and development: Issues, alternatives, and choices. San Francisco, USA: ICS Press.
- North D.C. 1990. Institutions, institutional change, and economic performance. New York: Cambridge University Press.
- Ostrom E. 1990. Governing the commons: The evolution of institutions for collective action. Cambridge; New York: Cambridge University Press.
- Ostrom E. 1998a. A behavioral approach to the rational choice theory of collective action presidential address. *The American Political Science Review* 92:1-22.
- Ostrom E. 1998b. Self-governance and forest resources. Bogor, Indonesia: Center for International Forestry Research.
- Ostrom E. 2000. Collective action and the evolution of social norms. *The Journal of Economic Perspectives* 14:137-158.
- Patton M.Q. 2002. Qualitative research and evaluation methods. Thousand Oaks, USA: Sage Publications.
- Putnam R.D. 2000. Bowling alone: The collapse and revival of American community. New York: Simon and Schuster.
- Putnam R.D., Leonardi R. and Nanetti R.Y. 1993. Making democracy work: Civic traditions in modern Italy. Princeton, USA: Princeton University Press.
- Ravuvu A. 1983. Vaka i taukei: The Fijian way of life. Suva: Institute of Pacific Studies of the University of the South Pacific.
- Rudd M.A. 2000. Live long and prosper: collective action, social capital and social vision. *Ecological Economics* 34:131-144.
- Sandel M.J. 1984. The procedural republic and the unencumbered self. *Political Theory* 12:81-96.
- Sano Y. in press. Social and institutional arrangements in coastal common pool resource systems: Preliminary results of a study of community-based coastal management in Fiji. *Tropics* 17.
- Tashakkori A, and Teddlie C. 1998. Mixed methodology: Combining qualitative and quantitative approaches. Thousand Oaks, USA: Sage Publications.
- UNEP. 1999. Pacific Islands environment outlook. London: Chapman Bounford & Associates.
- Veitayaki J., Aalbersberg B., Tawake, A. Rupeni E. and Tabunakawai K. 2001. Mainstreaming resource conservation: The Fiji Locally Managed Marine Area Network and its influence on national policy development. p. 10. In: Technical Report Working Paper no. 42, Resource Management in Asia-Pacific (RMAP) Program. Canberra: Research School of Pacific and Asian Studies, Australian National University.
- Woolcock M. 1998. Social capital and economic development: Toward a theoretical synthesis and policy framework. *Theory and Society* 27:151-208.
- Woolcock M. and Narayan D. 2000. Social capital: Implications for development theory, research, and policy. *The World Bank Research Observer* 15:225-249.
- World Bank. 1999. Voices from the village: a comprehensive study of coastal resource management in the Pacific Islands. Washington DC: The International Bank for Reconstruction and Development.

© Copyright Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, 2009

Tous droits réservés de reproduction ou de traduction à des fins commerciales/lucratives, sous quelque forme que ce soit. Le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique autorise la reproduction ou la traduction partielle de ce document à des fins scientifiques ou éducatives ou pour les besoins de la recherche, à condition qu'il soit fait mention de la CPS et de la source. L'autorisation de la reproduction et/ou de la traduction intégrale ou partielle de ce document, sous quelque forme que ce soit, à des fins commerciales/lucratives ou à titre gratuit, doit être sollicitée au préalable par écrit. Il est interdit de modifier ou de publier séparément des graphismes originaux de la CPS sans autorisation préalable.

Texte original : anglais et français

Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, division Ressources marines, Section Information  
B.P. D5, 98848 Nouméa Cedex, Nouvelle-Calédonie  
Téléphone : +687 262000; Télécopieur : +687 263818; Courriel : cfpinfo@spc.int  
Site Internet : <http://www.spc.int/coastfish/Indexf/index.html>